

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

AVRIL 2026

#159

www.eco121.fr

D 28899 -159 - F: 7,50 €



3 782889 907508



PORTRAIT **Papà
Famiglia...**
ou l'histoire
d'un basketteur
devenu pizzaiolo

Il y a 10 ans, Martin Le Pellec créait le pionnier lillois de la restauration napolitaine. Devenu depuis un groupe de 120 personnes. P.8



"LA MÉTROPOLÉ MANQUE D'UN GRAND PROJET"

INTERVIEW P.12

PASCAL BOULANGER

PRÉSIDENT DU COMITÉ GRAND LILLE

→ L'INQUIÉTANTE INFLATION DES DÉFAILLANCES P.22 → GENOSCREEN ATTEND ENFIN LE DÉCOLLAGE P.30

ENTRE VOUS ET NOUS, ÇA A TOUJOURS MARCHÉ À LA *Franchise.*

Banque Populaire est la 1^{re} Banque de la Franchise*.

C'est pourquoi nous vous proposons un financement exclusif pour vous installer.

**PRÊT CRÉATION
FRANCHISE**

Taux 1% ⁽¹⁾

**BANQUE
POPULAIRE
DU NORD** 



*Source : 22^e enquête annuelle de la franchise BP / FFF / Kantar Mars 2020.

(1) Prêt création franchise, jusqu'à 50 000 €, sous réserve de souscription d'un prêt complémentaire au moins égal au prêt à 1% et de la domiciliation des flux chez Banque Populaire. Taux en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par Banque Populaire et SOCAMA. Ce financement bénéficie du soutien de l'Union Européenne dans le cadre du Fonds Invest EU. Valable dans les Banques Populaires adhérent à l'offre. Banque Populaire du Nord - 847 avenue de la République 59700 Marqu'en-Barœul - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable - 457 506 566 RCS Lille métropole - Inscrite à l'ORIAS sous le n°07 001 525 en tant que courtier, mandataire d'intermédiaire et mandataire d'assurance.

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

**BANQUE
COOPÉRATIVE ET LOCALE**

Quadrature du ... cycle



Photo © Greg Leduc

Il en va de la vie des entreprises comme des organismes vivants. Elles naissent, se développent, essaient, meurent, pour parfois renaître, ou pas. Le Réseau Entreprendre, qui fête ses 40 ans cette année (lire p.40), incarne parfaitement la première phase, avec des résultats impressionnants, grâce à un accompagnement et un écosystème bienveillant et efficace : 95% de taux de survie à cinq ans. Sans compter un tropisme de plus en plus net vers les transmissions, un autre enjeu capital pour préserver le tissu économique.

Mais si le mouvement de création reste puissant, c'est le financement des jeunes pousses qui se grippe aujourd'hui avec un effondrement des levées de fonds dans ce champ du capital investissement.

A l'autre bout de l'histoire, c'est le tribunal de commerce, d'abord pour essayer de préserver des entreprises en difficultés, et parfois, faute de solution, pour prononcer la fin de l'aventure. Ce cycle parfaitement normal connaît aujourd'hui un emballement inédit avec une concentration jamais vue de défaillances d'entreprises de taille très signifi-

cative depuis le début de l'année dans la région. Il est trop tôt pour en tirer des enseignements trop généraux : chaque cas est particulier, et certaines entreprises comme Arc, Pocheo ou IdKids connaissent des difficultés de longue date.

GRANDE NAÏVETÉ EUROPÉENNE

Néanmoins, cette situation doit susciter une vigilance accrue. A la fois pour détecter les difficultés le plus en amont possible et accompagner individuellement les entreprises, mais aussi pour réfléchir à la compétitivité collective du pays. Notre grande naïveté européenne face à une concurrence internationale échevelée et notre goût immodéré pour l'impôt, pour les contraintes réglementaires et normatives ont généré de grands déséquilibres funestes pour beaucoup d'acteurs économiques. D'autant qu'après les polycrises déjà subies depuis le Brexit, le Covid, ou l'Ukraine, s'ajoutent maintenant de nouvelles tensions du Moyen-Orient. Cela fait beaucoup pour des dirigeants. La résilience a ses limites, il convient aussi d'offrir à nos entreprises un biotope et un humus propres à leur prospérité. C'est le travail du législateur et de l'exécutif. Encore faut-il qu'ils en fassent une priorité absolue, car c'est vital pour le pays. On en est loin.

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprise. Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus et sur LinkedIn.

WWW.ECO121.FR

Éco121 Avril 2026

éco 121

est édité par Ecopresse,
SAS au capital de 162 K€
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo
300 rue de Lille
59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05 / www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing
RÉDACTRICE EN CHEF
Julie Kiauvé

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Jonathan Blanchet
Julie Dumez
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

PUBLICITÉ
Interstice
Tél. : 03 21 70 50 50
nassiri.interstice@gmail.com

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Nora Belfan
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR
Imprimerie Jean-Bernard
Groupe Techniphoto
ZAC de Ravennes les Francs
Rue d'Amsterdam
59910 Bondues

ISSN : 2109-3792

CPPAP : 0527 I 08331

DÉPÔT LÉgal : à parution

sommaire

TENDANCES 4-11

- Fromages végétaux : Jay & Joy lève (à nouveau) 2 M€
- Portrait : Papà Famiglia ou l'histoire d'un basketteur devenu pizzaiolo

GRAND ANGLE 12-15

- Pascal Boulanger (Comité Grand Lille) : « La Métropole manque d'un grand projet »

TERRITOIRES 16-35

- Logement neuf : l'acquéreur particulier (toujours) porté disparu
- Autorité européenne douanière : Et la gagnante est ... Lille !
- Restructurations, fermetures : l'inquiétante inflation des défaillances
- Châssis France élargit son cadre

ENTREPRENDRE 36-42

- Créateur : Voxtria au secours du SAMU
- Mainforte et Ensovo à l'unisson pour l'insertion

DÉTENTE 46-49

- Prénom explosif au Grand théâtre de Calais
- Egypte révélée au Musée de Picardie

CV EMPLOYEUR

Le secteur de l'hôtellerie-restauration manque cruellement de bras. Pour attirer et recruter "les meilleurs candidats", Louis Duhamel, directeur général du gastronomique lillois Le Cerisier, a créé et publié le curriculum vitæ de son établissement. Sur lequel il vante entre autres les points forts – la qualité des produits, du service et de l'expérience client – mais aussi les postes ouverts et les qualités recherchés chez les futures recrues.



MEDEF ENRICH

Le MEDEF Lille Métropole lance deux nouveaux clubs pour "accompagner les entreprises dans leurs transformations". Tant dans leurs projets d'innovation, via le bien nommé Club Innovation, que sur la valorisation de leur patrimoine (archives, immobilier...) à travers le Club Mémoire des Entreprises.



EPR2 EN DANGER ?

La commission européenne devrait ouvrir une enquête mi avril sur les aides de l'Etat accordées à EDF pour construire 6 EPR de nouvelle génération (dont deux à Gravelines), a révélé l'AFP. En cause ? Le prêt bonifié de l'Etat couvrant jusqu'à 60% de l'investissement et la mise en place d'un mécanisme de « contrat sur différence » qui garantit à EDF des prix de vente d'électricité stables. Des dispositions possiblement contraires aux règles de la concurrence. Une démarche un peu surréaliste quelques jours après qu'Ursula von der Leyen ait qualifié « d'erreur stratégique » l'abandon du nucléaire, « source d'électricité fiable, abordable et pauvre en émissions ».

Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 **Boulangerie : Chateau Blanc demande son placement en redressement judiciaire**
- 2 **Transport : en redressement, Ziegler France en route vers une possible cession**
- 3 **Roquette affiche 265 M€ de pertes en 2025**
- 4 **La Caisse d'Épargne Hauts de France opère une mutation XXL**
- 5 **L'aventure « éconômique » de Pocheco s'arrête**

425

C'est le nombre de dossiers de surendettement pour 100 000 habitants enregistrés en 2025 par la Banque de France, en charge de cette thématique, soit 9154 cas, totalisant 242 M€. La moyenne régionale est à 420, très largement au-dessus du niveau français moyen de 267 dossiers pour 100 000 habitants.

INGÉNIEURS AGRONOMES

L'école lilloise Junia et le Groupe Institut de Genech font cause commune pour créer un bachelier agronomique (diplôme d'Etat niveau Bac +3) pour former de futurs ingénieurs "capables de relever les défis agricoles et environnementaux". Dès la rentrée 2026, les cours seront dispensés sur les deux campus. A terme, les diplômés pourront se projeter aussi bien dans le secteur privé, au sein d'exploitations agricoles, d'organismes de conseil ou de coopératives, que dans le secteur public, comme au sein d'institutions agricoles, de collectivités territoriales ou d'organismes de recherche.



BONDUELLE

François-Xavier Lacroix prend la direction financière de Bonduelle. Cet EM Lyon de 56 ans succède à Grégory Sanson, occupant du siège depuis 2008 et désormais secrétaire général du groupe agroalimentaire, chargé du Family Office. François-Xavier Lacroix a débuté chez Deloitte en 1994 comme auditeur. Après deux années comme DAF adjoint chez Boursorama, il rejoint le groupe Danone en tant que manager à Barcelone (2002), avant de devenir vice-président finance à Prague (2004). Il s'envole par la suite vers l'Amérique latine pour prendre la direction financière (2007). En 2012, il devient vice-président exécutif des finances de la division mondiale des eaux en France, avant d'être nommé Dg à Barcelone en 2017. Depuis 2021, il était vice-président senior de Danone Business Services.

**GROUPE TISSERIN**

Arnaud Delannay est le nouveau Dg du bailleur social Tisserin Habitat, filiale de l'ensemblier immobilier Groupe Tisserin. Cet expert du logement social a passé près de 15 années à la direction générale du bailleur régional 3F Notre Logis (12 000 logements, 157 salariés). En 2023, il est nommé directeur inter-régional adjoint pour les Hauts-de-France de CDC Habitat, premier bailleur social en région, filiale de la Caisse des Dépôts, son dernier poste.



De son côté, **Gilles Fretin**, 42 ans, accède à la tête de la direction générale d'Immo de France Hauts-de-France, filiale d'administration de biens du



groupe Tisserin. Ce juriste a construit l'essentiel de sa carrière dans l'immobilier. En 2009, il rejoint le bailleur social 3F. En 10 ans, il évoluera du management de proximité à la direction d'agence dans les Hauts-de-Seine. De retour dans le Nord en 2019, il devient directeur d'agence chez Lille Métropole Habitat, avant de rejoindre Vilogia en 2022. Il prend la direction du syndicat de copropriété du groupe l'année suivante.

GROUPE SYNEIDO

Nathalie Lecuyer est nommée Dg du studio de réalisation d'études marketing Les Archétypes du groupe de communication Syneido. Cette EDHEC a débuté comme chargée d'études chez Market Audit en 1993, avant de prendre la direction des études six ans plus tard. En 2003, elle devient Dg adjointe en charge de la direction du pôle Services. Puis rejoint Becoming 18 ans plus tard comme responsable grands comptes, avant d'être nommée en 2024 co-responsable de la stratégie RSE du groupe de communication.

CENTRALE LILLE

Badr Jelil devient responsable Entrepreneuriat Elèves de l'école d'ingénieurs Centrale Lille Institut. Docteur en entrepreneuriat à l'Université Polytechnique Hauts-de-France, il fait ses premières armes en tant que contrôleur financier. Fonction qu'il occupera dans l'industrie textile et les services marketing pendant 8 ans. En 2017, il fonde le cabinet de

PORTRAIT EXPRESS**HÔTEL BARRIÈRE LE WESTMINSTER****Marc-Antoine Salembier-Santi****Un nouveau Dg à la barre**

À 42 ans, l'amiénois Marc-Antoine Salembier-Santi prend la succession de John Banizette en endossant le costume de directeur général de l'Hôtel Barrière Le Westminster au Touquet. Un palace cinq étoiles, comprenant 104 chambres et suites, un spa aux rituels japonais ainsi que deux restaurants, l'étoilé Le Pavillon et le bistronomique La Table du West. Ce père de deux enfants connaît bien les lieux puisque, plus jeune, il y venait régulièrement avec ses parents, propriétaires d'une résidence au Touquet. Ce diplômé en management a construit sa carrière à travers les établissements les plus prestigieux du pays. À commencer par le Four Seasons George V à Paris, avant de rejoindre en 2007 Le Meurice.



Il gravira les échelons pendant 14 années, en débutant comme agent de réception. Il sera par la suite responsable des relations avec la clientèle jusqu'à devenir directeur de l'expérience client en 2019. Trois ans plus tard, il s'installe sous le soleil de Saint-Barthélemy pour prendre la direction des chambres du palace cinq étoiles Cheval Blanc. En 2024, il devient Dg adjoint de l'établissement nordiste jusqu'à sa nomination en tant que directeur du Fouquet's à Paris, son dernier poste.

médiation Trans-médiation à Valenciennes, avant de rejoindre Centrale Lille en 2021 où il dispense des cours de finance et d'entrepreneuriat.

DONE

Thibaut Brecville devient directeur général de Done, jeune pousse lilloise spécialisée dans le don de surstocks d'entreprise. Il a rejoint les équipes il y a un an comme directeur des opérations. Ce Skema succède au cofondateur Thomas Moreau désormais directeur



informatique. Thibaut Brecville a débuté comme auditeur financier chez KPMG à Lille en 2005, avant d'être nommé responsable de l'information financière de Géophyle. En 2012, il devient directeur financier de Conexance MD, puis directeur général adjoint de Studio Redfrog en 2020. Deux ans plus tard, il rejoint Alstom comme chef de projet financier, avant de prendre la direction financière du groupe lillois KaraFun (2023).

MUNICIPALES

David Guiraud (LFI) devient maire LFI de Roubaix. Ce Parisien de 33 ans, diplômé en histoire et en sciences politiques, militant auprès de Jean-Luc Mélenchon depuis 2012, n'a connu d'autre métier que la politique. Député Nupes en 2022, il est réélu en 2024. **Sylvain Estager**, 52 ans, est le nouveau maire divers gauche de Villeneuve d'Ascq. Ce professeur d'histoire-géo a décroché son premier mandat de conseiller régional en 2010 avant de devenir conseiller municipal en 2014 puis adjoint aux finances de Gérard Caudron. **Frédéric Fauvet**, 57 ans, est élu maire d'Amiens, à la tête d'une liste PS-PCF-

écologistes-citoyens. Il succède à Hubert de Jenlis qui avait pris le relais de Brigitte Fouré, démissionnaire en 2024. Il dirige le conseil régional de l'ordre des architectes. Il est conseiller départemental de la Somme, depuis en 2021.

Dany Paiva, 29 ans, est le nouveau maire RN de Liévin. Cadre en communication politique et assistant parlementaire de l'eurodéputée RN Marie Dauchy, il succède à Laurent Duporge. Liévin était détenue par le PS depuis 1952.

Emeric François, 30 ans, est élu maire de Cambrai. L'ex directeur de cabinet de François-Xavier Villain, décédé en 2025,

succède à la maire intérimaire Marie-Anne Delevallée qui ne se représentait pas.

Diana Da Conceição, cadre de la fonction publique territoriale à la ville de Lille, encartée PS, succède à Rudy Elegeest dont elle était adjointe à la mairie de Mons-en-Baroeul.

Angelo Tonolli, divers gauche, est le nouveau maire d'Abbeville. Cet urbaniste de métier, âgé de 31 ans, était déjà conseiller municipal d'opposition et conseiller départemental depuis 2021. Il fut également assistant parlementaire de François Ruffin.

LE
TOP

FROMAGES VÉGÉTAUX : JAY & JOY LÈVE (À NOUVEAU) 2 M€

Nouveau tour de table chez le leader français de la fromagerie végétale. L'entreprise de Lacroix-Saint-Ouen dans l'Oise vient de lever 2 M€ auprès du fonds d'amorçage à impact Makesense, principal entrant au capital, et de ses actionnaires historiques. César Augier, Pdg reprenneur depuis 2023, reste majoritaire. Avec cet argent frais, il ambitionne d'accélérer le développement de Jay&Joy en France, mais aussi en Europe. Sa société est déjà présente dans une dizaine de pays mais entend se renforcer particulièrement en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Espagne. En interne, cela se traduira par l'acquisition de machines de production plus performantes et le recrutement de sept salariés dans les deux

ans. Echéance à laquelle l'entreprise projette de tripler ses volumes à près de 400 tonnes d'alternative végétale aux fromages.

Jay&Joy est actuellement présente dans plus de 1000 enseignes Carrefour, Monoprix ou encore Intermarché. Un parc qu'elle souhaite doubler dès 2026. Cette nouvelle opération intervient un peu plus d'un an après celle du même montant bouclée pour reprendre à la barre Les Nouveaux Affineurs, son concurrent parisien. Ce dernier lui a apporté 6 brevets protégeant ses recettes en France, en Europe et aux États-Unis, ainsi que ses process de production. Jay&Joy emploie 45 personnes (dans l'Oise et dans le Val-de-Marne) pour un chiffre d'affaires tenu secret.



“IL NOUS FAUT DE LA STABILITÉ ET DE LA VISIBILITÉ SUR 10 ANS”

L'appel de **Marie**

Cornillon, Dg de la Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH), lancé aux nouveaux élus municipaux, lors du bilan annuel du Cecim Nord le 5 mars (p.17).



“LES CONSULTANTS DISAIENT QUE LES MAGASINS ALLAIENT DISPARAÎTRE. ILS NE DISPARAISSENT PAS DU TOUT !”

Le constat de **Filiep**

Blontrok, directeur général de Damart, à l'occasion de l'ouverture d'un nouveau magasin dans le Vieux Lille.

LE
FLOP

LES PÊCHEURS BOULONNAIS FRAPPÉS PAR LA FLAMBÉE DU PÉTROLE

La guerre en Iran a des conséquences lourdes chez nous. Au-delà des prix à la pompe pour le grand public, plusieurs métiers sont en grande tension du fait des envolées des prix de l'or noir. C'est le cas des pêcheurs, confrontés à une hausse des prix du gazole marin passé de 0,60 à 0,65 € le litre début mars à 1,07 € le litre fin mars (voire jusqu'à 1,26 € à Dieppe), une augmentation intenable pour des chalutiers consommant 2000 à 2 500 litres par jour de campagne. Des mesures d'urgence (échelonnement de cotisations et impôts, prêts garantis...) ont été annoncées par le gouvernement, mais jugées insuffisantes par les pêcheurs. Fin mars, une quinzaine de bateaux étaient à quai sur la cinquantaine de chalutiers du port, la pêche n'étant plus rentable avec ce niveau de charge du carburant.



“DE TOUTE FAÇON C’EST ÇA OU RIEN,
DONC ON N’A PAS LE CHOIX.
MAIS LA PILULE EST TRÈS AMÈRE”

Frédéric Specque, délégué syndical central CGT d’Arc,
suite au plan de reprise adopté le 20 mars



“L’EXIGENCE DE SOUVERAINETÉ
NUMÉRIQUE N’EST PAS UNE OPTION,
MAIS LE PILIER FONDAMENTAL SUR LEQUEL
CONSTRUIRE UN AVENIR NUMÉRIQUE
SÉCURISÉ ET RÉILIENT”

Octave Klaba, Pdg et fondateur d’OVHCloud dans un
courrier aux actionnaires. Le groupe roubaisien a franchi pour la
première fois le cap du milliard d’euros de CA en 2025 (1,08 md€).

“NOTRE POSITION AU CARREFOUR DE L’EUROPE,
NOTRE AMBITION : TOUT NOUS DÉSIGNAIT !”

Le grand satisfecit du maire de Lille tout juste réélu, **Arnaud
Deslandes**, à l’annonce du choix de Lille pour accueillir l’Autorité
Douanière Européenne (lire aussi p 19).

“À FORCE DE TIRER LES PRIX VERS LE BAS,
ON FINIT PAR TIRER LE PAYS VERS LE BAS.”

Olivier Ducatillon, président de l’union des industries Textiles, sur LinkedIn

7 AVRIL : Lancement du Club
des femmes de l’IA, organisé
par le CITC, à la Banque de
France à Lille, dès 9h

7-9 AVRIL : Festival Pix,
EuraCréative, Tourcoing

9 AVRIL : Événement
investisseurs
Founder2Founder,
EuraTechnologies, dès 16h

28 AVRIL : Déjeuner des
dirigeants responsables,
sur inscription, du Réseau
Alliances, dans la MEL (lieu
non arrêté), 12h à 14h

29 AVRIL : Conférence -
exposition « *Entreprises &
Biodiversité : s’engager et
agir* », Shake Lille, 18h30
- 20h

4 MAI : Matinale du Commerce
Connecté de la CCI Hauts-
de-France, Hôtel de Ville
de Saint-Quentin, dès 9h

7 MAI : Dunkerque Digital
Day, Digital Lab Arcelor,
Dunkerque, dès 8h

Papà Famiglia... ou l'histoire d'un basketteur devenu pizzaiolo

Une pâte moelleuse, fondante au centre, aérée et croustillante sur les bords, cuite en quelques secondes au feu de bois. Chez Papà Raffaele, il ne vous faudra qu'une bouchée pour relier Lille à Naples. Depuis le dressage de ses toutes premières tables, le spécialiste de la pizza napolitaine a bien poussé. Pourtant, « *des débuts compliqués* » ont bien failli tuer dans l'œuf le projet de Martin Le Pellec, 38 ans. Cet ancien basketteur professionnel boulonnais découvre la (vraie) pizza napolitaine lors d'un séjour en rééducation... à Los Angeles. Blessé, il mettra un terme à sa carrière de sportif à tout juste 25 ans. « *J'avais gardé en tête ce projet de pizzeria napolitaine. C'était le moment* ». Mais faute d'expérience dans la restauration, Martin Le Pellec cumulera les refus des banques. « *Après un an à travailler mon business plan, ça a été 6 à 8 mois de combat* », souffle-t-il. L'expérience, Charly Catrux, 40 ans, la lui apporte sur un plateau. Cet ami d'enfance, diplômé d'une licence en management en restauration et formé à l'école hôtelière du Touquet, a été chef à domicile et traiteur. Après quelques mois de rodage auprès d'un maître pizzaiolo en Italie, le binôme ouvre Papà Raffaele en mars 2016, rue

Saint-Jacques à Lille. Au cœur d'un petit local « *pas très cher, dont personne ne voulait, et avec beaucoup de contraintes* ». Les jeunes associés réalisent une grande partie des travaux eux-mêmes. « *Nous n'avions pas le choix... et personnellement, je n'avais pas non plus le choix de réussir car j'y avais investi tout ce que j'avais* », admet Martin Le Pellec. A savoir les quelque 100 K€ reçus de sa garantie de perte de licence.

SEPT ENTITÉS

Dès l'ouverture, la toute première pizzeria napolitaine de la ville (à l'époque) fait un carton. A tel point qu'il était devenu habituel de voir des clients patienter sur le pavé avant d'obtenir une table, et d'enfin pouvoir

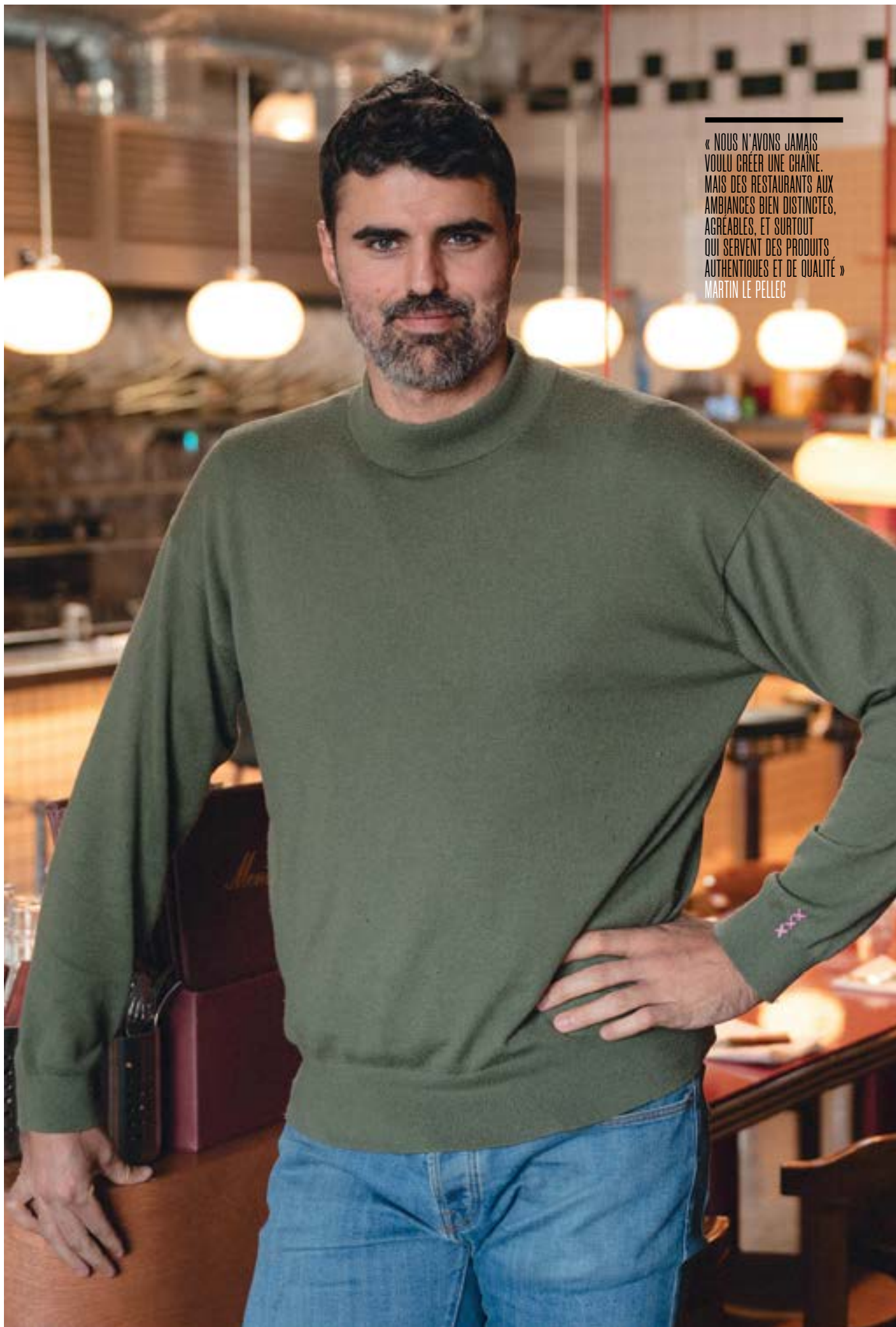
Après une carrière écourtée dans le basket professionnel, **Martin Le Pellec** a dû raccrocher le maillot. Qu'à cela ne tienne, le Nordiste opère un pivot à 180°, semé d'embûches. Dix ans plus tard, avec succès et en toute discrétion, il a su apposer sa griffe napolitaine dans le paysage culinaire lillois. Rencontre.

déguster les pizzas préparées, dans les règles de l'art, avec des produits directement importés de Naples. Dix ans plus tard, l'engouement autour de Papà Raffaele reste intact. La liste d'attente à rallonge convainc les dirigeants d'ouvrir l'année suivante le bistro-bar napolitain Posto, place du Lion d'Or. Puis, trois semaines avant le Covid, la pizzeria Papà Lello à Bordeaux, et le spécialiste de la *street food* napolitaine Progetto Napoletano à nouveau à Lille mi-2020. Trois ans plus tard, les dirigeants remettent le couvert, cette fois-ci à Croix. Ils ouvriront la pizzeria Barbara, suivie fin 2025 d'Alfredo, l'expert en pâtes fraîches. Avant de dévoiler quelques mois plus tard leur activité traiteur Santa Ricotta, dernière-née. L'ensemble constitue aujourd'hui Papà Famiglia, un groupe de 120 salariés pour 8 M€ de chiffre d'affaires. « *Nous n'avons jamais voulu créer une chaîne. Mais des restaurants aux ambiances bien distinctes, agréables, et surtout qui servent des produits authentiques et de qualité* », assure Martin Le Pellec. Une stratégie payante, vouée à rythmer le menu des prochaines années. Tout reste à écrire. Mais les dirigeants entendent bien continuer à souffler un vent d'Italie sur Lille, voire sur l'Hexagone. **Bellissimo!** ■ Julie Kiyavé

PAPA FAMIGLIA EN BREF

SIÈGE À LILLE
120 SALARIÉS
8 M€ DE CA
7 ENTITÉS





« NOUS N'AVONS JAMAIS
VOULU CRÉER UNE CHAÎNE.
MAIS DES RESTAURANTS AUX
AMBIANCES BIEN DISTINCTES,
AGRÉABLES, ET SURTOUT
QUI SERVENT DES PRODUITS
AUTHENTIQUES ET DE QUALITÉ »
MARTIN LE PELLEC



Secoiam révolutionne la gestion du risque amiante

C'est un gisement de données jusqu'ici sous-exploité. Lors d'une opération de logements, les diagnostics amiante peuvent rapidement générer une centaine de pages par habitation. Une masse d'informations complexe à traiter, poussant parfois les donneurs d'ordre à refaire des diagnostics coûteux par pure simplicité. Face à cela, Secoiam, Tpe née à Gondcourt en 2019, et spécialisée dans le conseil et la formation sur le risque amiante, a développé une intelligence artificielle capable de synthétiser des centaines de pages techniques en données exploitables. Balz'Am, acronyme de "Booster l'analyse de vos diagnostics amiante" offre ainsi un gain de temps et d'argent qui a déjà séduit les majors du BTP.

Pour mener à bien ce projet, la fondatrice Mélanie Loridan, à la tête de 7 salariés, a internalisé la R&D en recrutant une docteure en intelligence artificielle. La solution développée se distingue par son approche opérationnelle. L'application lit automatiquement les Dossiers Techniques Amiante (DTA), les Repérages Amiante

Avant Travaux (RAAT) et l'ensemble des annexes (plans, historiques, prélèvements) téléchargés pour une analyse exhaustive. Puis, Balz'Am fournit une vision globale de la présence d'amiante, indiquant précisément, pièce par pièce, les zones nécessitant une intervention. Pour assurer une traçabilité fine, des liens hypertextes permettent de remonter instantanément à la donnée source dans le document original. "Nous proposons une solution facile, utile et sobre en énergie", assure la diplômée de Sciences Po, qui poursuit : "les données sont stockées en local, gage aussi de sécurité". Le modèle économique de Bal'zam

Mélanie Loridan
vise 1,2 M€ de chiffre
d'affaires en 2028



s'articule autour de trois axes. Avec en premier lieu, un abonnement annuel (400€) couplé à une facturation à la page extraite, pensé pour les gros faiseurs. Une tarification à l'usage, facturée selon la taille de la demande, est disponible pour des besoins ponctuels. Enfin, il est possible d'y combiner une prestation de conseil sur devis.

DOUBLER EN 2028

Sélectionnée pour le prix de l'innovation au salon Nordbat, l'appli Balz'Am compte déjà quelque 350 clients, parmi lesquels de grands bailleurs sociaux (Partenord Habitat, SIA) et des majors de la construction tels que Bouygues, Eiffage et Ramery. L'innovation a en outre bénéficié d'une aide de la BPI pour son étude de faisabilité et d'une subvention France 2030. Forte de cette expertise, Mélanie Loridan compte poursuivre sur la voie de la prévention contre l'amiante, minéral fibreux à l'usage interdit en France depuis 1997. "Nous travaillons sur la création d'un modèle prédictif capable d'anticiper les futurs besoins en prélèvements d'amiante". Une nouvelle corde à son arc avec laquelle Secoiam entend mettre les bouchées doubles pour atteindre 1,2 M€ de chiffre d'affaires à horizon 2028 ■ Julie Dumez

Fisa Filtration aspire Cozy Air

Le concepteur-fabricant de filtres pour le traitement de l'air des environnements industriels et tertiaires accélère dans son plan stratégique FISA 2035 (lire aussi Eco121 n°150). L'entreprise de la Chapelle-d'Armentières intègre Cozy Air. Fondée à Lille en 2017, l'entreprise des ingénieurs chimistes Lamia Mialet et Charles Cornille s'est spécialisée dans la surveillance et l'optimisation de la qualité de l'air. Elle a mis au point des capteurs associés à des algorithmes prédictifs capables de piloter la ventilation en temps réel de bâtiments tertiaires. Sa solution connectée est utilisée par plus de 200 clients nationaux tels que Dalkia, Vinci Energies ou encore dans un réseau de plus de 1 000 crèches privées à l'instar de Babilou. Avec Cozy Air, le groupe dirigé par Pierre-Antoine Avot enrichit ainsi son offre de filtration de l'air et lance « *une solution intelligente et prédictive* », Filtration as a Service. « *Nous restons fournisseur de consommables et devenons également acteur de la performance environnementale et énergétique. Le potentiel est immense* », assure le Pdg. En Europe, le marché de

la qualité de l'air intérieur est en effet estimé à plusieurs milliards d'euros. « *En associant notre savoir-faire opérationnel à la capacité industrielle d'intégration du groupe, nous passons du diagnostic à une maîtrise complète de la chaîne de valeur* », complètent les dirigeants de Cozy Air. « *S'adosser à un plus gros que nous a toujours été notre stratégie. C'était la suite logique* », assure Lamia Mialet. Avec son associé, ils rejoignent les rangs de Fisa Filtration pour prendre la direction de la nouvelle division « *Smart Air Intelligence* ». Pour les clients de Cozy Air, aucun changement. La marque perdure. « *A court-moyen terme, on espère proposer nos capteurs au secteur de l'industrie grâce à Fisa Filtration* », poursuit Lamia Mialet. L'an dernier, Fisa Filtration a réalisé 11 M€ de chiffre d'affaires avec plus de 60 collaborateurs. Elle entend rapidement doubler sa capacité de production et s'est équipée en conséquence l'été dernier. L'entreprise aux 3 000 références en catalogue a investi 5 M€ dans une nouvelle usine construite sur une parcelle de 2 ha pour centraliser sa production, sa R&D et sa logistique ■ **Julie Kivuvé**

Prothèses intestinales : ReverTech liquidée

Lors du bilan annuel d'Eurasanté, le Dg Etienne Vervaecke avait prévenu. Cette année, et en raison d'un marché du capital-risque grippé depuis plusieurs mois, il y aura de la casse dans les rangs de l'incubateur-accelérateur. Des projets très intéressants allaient malheureusement devoir mettre fin à leur aventure. Il n'a pas fallu attendre bien longtemps avant que les annonces ne tombent : le tribunal de commerce de Lille Métropole vient de prononcer la liquidation de ReverTech. L'entreprise née en 2020, à la recherche de 2 M€, développait la première prothèse intestinale automatique au monde, assurant une continuité intestinale artificielle aux personnes équipées d'encombrantes poches de stomie. « *Une solution vraiment utile, cochant toutes les cases* », selon Etienne Vervaecke, mais qui n'ira pas plus loin. ReverTech employait trois personnes. JK

Fin de parcours (aussi) pour BlueGriot



Fondée en 2017 par Rudy Houque et Ramuntcho Gassiat, le bureau d'études lillois BlueGriot voulait révolutionner l'internet des objets (IoT) avec des solutions alliant design produit, conception mécanique, électronique et software pour la grande distribution, la santé ou encore l'industrie. Après presque 10 ans, le tribunal de commerce de Lille Métropole met un point final à l'histoire. En cessation des paiements, BlueGriot vient d'être liquidée. Une quinzaine d'emplois sont supprimés. Il y a quelques années, la société basée sur le parc Eurasanté, participante au CES de Las Vegas 2026, s'était fait connaître avec ses cintres connectés pour les Galeries Lafayette Champs-Élysées. Un objet sur-mesure « *capable d'informer instantanément les visiteurs sur un produit et sur sa disponibilité* », expliquait à l'époque son cofondateur Rudy Houque. En parallèle, BlueGriot dévoilait « *Compagnon 2.0* », la première canne connectée mise au point pour sécuriser les déplacements des seniors. JK





BIO EXPRESS

- 63 ans
 - Depuis 1998 : Président du groupe immobilier SIGLA Neuf
 - Depuis 2003 : Président fondateur de Groupe Pascal Boulanger
 - 2012 à 2015 : Président de la FPI Hauts-de-France
 - 2015 à 2021 : Vice-président et trésorier de la FPI France
 - 2016 à 2019 : Président d'Entreprises & Cités
 - Depuis 2021 : Président de la FPI France
 - Depuis novembre 2025 : Président du Comité Grand Lille
-

PASCAL BOULANGER

Le nouveau président du Comité Grand Lille accorde à Eco121 sa première interview. Alors que le nouvel exécutif de la métropole doit être installé le 10 avril, l'entrepreneur lillois appelle les politiques à revenir dans ce think tank informel, creuset de la fertilisation croisée. Pour porter ensemble l'excellence d'un territoire et penser l'avenir en commun. Rencontre.

PRÉSIDENT DU COMITÉ GRAND LILLE

“LA MÉTROPOLÉ
MANQUE
D’UN
GRAND
PROJET”

RECUEILLI PAR OLIVIER DUCUING
& JULIE KIAVUÉ

Vous êtes le nouveau président du Comité Grand Lille. Présentez-nous votre équipe.

Je suis dans la gouvernance du Comité Grand Lille depuis quelques années maintenant. Avec mon prédécesseur Jean-Pierre Letartre, nous avons décidé que la voix du Comité doit être celle d'une équipe et non plus d'un seul homme. J'ai donc créé cette équipe composée d'Etienne Peyrat, patron de Sciences Po Lille, représentant du monde de l'enseignement, Caroline Le Dantec, patronne de Citeo pour le monde de l'économie sociale et solidaire, et le jeune entre-

preneur Maxence Wyts. Je ne voulais pas un bureau de 10 personnes, car dans ce cas personne ne fait rien. Là, c'est parfait. On attend l'installation de l'ensemble des élus métropolitains pour mettre en place l'organisation de travail.

L'Europe vient d'annoncer il y a quelques jours retenir Lille pour implanter son Autorité Douanière. Le Comité Grand Lille avait fortement soutenu le projet, comment réagissez-vous ?

Quelle bonne nouvelle ! Lille vient de démontrer une de ses grandes spécificités, « le collectif ». Le Comité Grand Lille a en effet pris l'initiative de rassembler les décideurs régionaux et nationaux de tous horizons pour montrer notre envie d'accueillir l'Autorité européenne des douanes et surtout notre compétence. En tant que président du Comité Grand Lille je suis heureux et fier de cette belle victoire. J'en profite pour remercier la mobilisation de tous et leur dire un grand bravo.

En tant que représentant du monde économique, quel vœu formulez-vous pour la métropole lilloise ?

Je ressens - et je ne suis pas le seul - une métropole qui a tout, ou presque, mais manque d'un grand projet. Il y a quelques années, le territoire avait une certaine dynamique impulsée par Lille2004, puis Lille3000 et plus récemment les Jeux Olympiques. Aujourd'hui, il n'y en a plus. J'appelle donc le futur président ou présidente de la MEL, une fois installé, à réfléchir avec nous au futur grand projet de la métropole lilloise.

Concrètement, que pourrait-être ce « grand projet » ?

Il doit servir l'excellence. Des excellences, il en existe beaucoup ici, au niveau sociétal, dans la jeunesse, dans le médical avec notre CHU et ses grands chercheurs... Je me déplace partout en France et je peux vous assurer qu'on fait des jaloux. On nous envie notre savoir-faire du « tous ensemble ». Notre métropole est l'une des rares où les mondes économique, académique et politique, la gauche comme la droite, peuvent travailler ensemble... même si parfois ça a été compliqué avec certains élus !

Martine Aubry a très rarement assisté au Comité Grand Lille. Pour réussir à concrétiser votre souhait pour la métro-

pole, ne faudrait-il pas retrouver ce duo monde économique-monde institutionnel ?

Je ne mets pas tout le monde dans le même sac car Pierre de Saintignon, par exemple, a été présent à presque tous les Comités Grand Lille. Mais, il y a quelques années de cela, certains élus estimaient que nous, représentants du monde économique, n'étions pas légitimes pour réfléchir à l'avenir de la métropole lilloise. Parce que nous n'étions pas élus. Or, si nous voulions faire de la politique, nous l'aurions fait ! Ne mettons pas de doute sur notre bonne volonté. Nous sommes des dirigeants d'entreprise engagés, tout comme il existe des artistes engagés. La légitimité émanera de toutes celles et ceux se sentant concernés par l'avenir de la métropole. Chassons cette croyance que seuls les élus détiennent les bonnes idées et retrouvons cette volonté de travailler ensemble.

C'est un appel officiel...

Tout à fait. J'appelle nos élus, de toutes couleurs politiques, à venir ou revenir au Comité Grand Lille. Ce rassemblement est totalement apolitique. C'est un think tank, un peu poil à gratter, initiateur d'idées au service du territoire. Il est certes piloté par le monde patronal mais il s'ouvre à tout le monde. Notre chance est de ne dépendre de personne.

**“ON NOUS ENVIE
NOTRE SAVOIR-
FAIRE DU « TOUS
ENSEMBLE »”**

L'idée de ce « grand projet » est de s'appuyer sur l'existant pour donner une nouvelle impulsion au territoire ?

Il faut aider les meilleurs à être encore meilleurs. La métropole doit redevenir une métropole d'excellence. Elle a les atouts. Mais vu de l'extérieur, on a l'impression d'une certaine honte de créer, abriter l'excellence. C'est inhérent à beaucoup de métropole, mais encore plus à Lille.

Entreprises et Cités a un comité de sélection pour soutenir certains projets. Ceux-ci sont retenus selon l'excellence qu'ils peuvent apporter au territoire. Le Comité Grand Lille peut être en amont pour redéfinir l'excellence avec les élus locaux. Nous nous mettons à leur disposition pour aider et tirer la métropole vers le haut.

Il existe plusieurs pôles d'excellence dans la métropole. Est-ce trop selon vous ?

Je le pense, oui. Nous devons avoir moins de priorités, mais plus fortes. Quand on pense à Lyon, on l'associe à la gastronomie, à l'industrie pharmaceutique ou chimique. Paris, aux Champs-Élysées. Bordeaux, au vin. Mais concrètement, à quoi associations-nous Lille ? La convivialité, peut-être. Mais ça ne se vend pas très cher, c'est surtout attractif. C'est mon souhait : trouver l'image d'excellence de Lille. Nous devons y mettre toute notre énergie.

Avez-vous le soutien des milieux patronaux et consulaires ?

Ma volonté est bien accueillie par ces milieux. Les élus accepteront-ils cette main tendue ? C'est toute la question. Pour eux, c'est un changement de culture car ils ont plutôt l'habitude de travailler sur le social et le caritatif. Ce n'est pas une critique, mais ils doivent prendre conscience de cette réflexion nécessaire sur l'excellence lilloise. Retrouvons notre ambition collective d'antan. Celle incarnée par des personnalités telles Bruno Bonduelle, Pierre Mauroy ou Pierre de Saintignon. Ils étaient animés de volontés fortes et étaient très proches des élus pour, justement, porter haut cette métropole.

D'après vous, Lille a-t-elle décroché par rapport aux autres grandes métropoles françaises ?

Je vais le dire autrement, Lille a perdu son avance. Notre intelligence col-

“CHASSONS CETTE CROYANCE QUE SEULS LES ÉLUS DÉTIENNENT LES BONNES IDÉES”

lective nous a permis de décrocher et d'attirer de grands événements autrefois. Je suis nostalgique de cette époque où nos élus appelaient les Chambres de commerce pour solliciter leur aide. Malheureusement, aujourd'hui, on a perdu l'envie de booster, ensemble, le Grand Lille.

On parle beaucoup du Dunkerquois. Quelles sont les connexions avec Lille ?

Jean-Pierre Letartre a créé les Comités G.R.A.N.D.S. Deux ans plus tard, il en existe 5 ou 6 dont Dunkerque, Béthune... les liens existent. Il faut bien comprendre une chose, il n'y aura pas de métropole forte sans une région forte. Et inversement. Lille doit être la capitaine des Hauts-de-France. Si on se bat pour elle, on doit aussi se battre pour tout le territoire. C'est une évidence.

En tant que dirigeant d'entreprises de divers secteurs, quel est votre ressenti sur le contexte économique actuel ?

En un mot : anxiogène. Tout le monde souffre, on le sent bien. Mais un chef d'entreprise doit être optimiste car il prend des risques tous les matins. Or, quand son moral n'est pas bon, c'est un mauvais signal pour l'économie. Idem pour les ménages. Quand leur moral est au plus bas, ils ne consomment plus. Il faut donc redonner confiance. Le Comité Grand Lille doit aussi être ce vecteur d'optimisme. En économie, je crois davantage à l'irrationnel qu'au rationnel.



LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE OPÈRE UNE MUTATION XXL

LILLE. Sur fond de résultats 2025 particulièrement solides et d'offensive vers le Benelux, la banque mutualiste se réorganise et s'offre un nouveau nom fédératif : Cenorbank Group.

Ne dites plus Caisse d'Épargne Hauts de France, mais Cenorbank Group. L'entreprise existe toujours sous son nom chez nous, mais son tropisme de plus en plus fort vers le Benelux l'a conduite à se doter d'une marque institutionnelle commune : **CE** pour Caisse d'Épargne, **Nor** pour son positionnement géographique bien sûr, et **Bank** pour le métier. Le tout donne un nom prononçable en Flandre comme aux Pays-Bas. Car ces territoires deviennent particulièrement importants dans l'activité du groupe bancaire qui vient de publier ses résultats 2025. Des résultats particulièrement positifs : le produit net bancaire (PNB) bondit de 26% sur l'exercice pour atteindre 865 M€ (dont 106 M€ à l'international); la collecte monte de 21% pour atteindre un encours de pas moins de 57,4 milliards et les crédits de 13%, à presque 40 milliards ; et le résultat net s'envole de 29%, à 206 M€, le tout en préservant un ratio de solvabilité CET1 très satisfaisant (24,7%) malgré l'acquisition de la banque d'affaires Nagelmackers l'an dernier.

UNE GRANDE ENTREPRISE BELGE SUR CINQ

Nouvelle marque, mais aussi nouvelle organisation : Cenorbank structure ses activités dans 3 pôles métiers, la bancassurance, l'immobilier et le private equity, le tout en réaffirmant ses valeurs coopératives incarnées notamment par sa fondation et par le lancement d'un nouveau fonds de dotation « + *solidaire* ».

Sur l'activité bancaire, le groupe revendique 36 000 nouveaux clients particuliers, et 4 000 nouveaux en clientèle professionnelle, avec plus de 400 M€ de financements accordés sur l'année (+16%). Côté entreprises, Cenorbank relève notamment un volume de 2,4 milliards d'euros de dette arrangée à travers sa banque d'affaires Van Lys Bank. L'international monte nettement en puissance : Cenorbank Belgium est déjà la banque d'une grande entreprise belge sur cinq, tandis que le pôle néerlandais créé il y a un peu plus d'un an a déjà accordé près de 300 M€ de financement.



Stéphane Maillot, nouveau président du Conseil d'orientation et de surveillance et Laurent Roubin, président du Directoire.

Il y a encore beaucoup de marge. Déjà présent au Luxembourg dans son activité immobilière, Cenorbank entend s'y renforcer. Globalement, la banque vise un doublement de son PNB international d'ici à 2030, pour toucher les 200 M€. « *On peut encore avoir des développements au-delà dans le futur*, indique Laurent Roubin, président du Directoire, pour qui « *on assume ce développement transfrontalier tout en restant très attaché à notre ADN local* ».

RÔLE CONTRA-CYCLIQUE

Le pôle immobilier affiche lui aussi des ambitions : L'activité logement social (86 000 logements dans la région) pèse lourd en terme d'investissement (400 M€ par an). « *Nous jouons un rôle contra-cyclique dans*

une période de crise immobilière marquée », se félicite le nouveau président du conseil d'orientation et de surveillance, Stéphane Maillot. L'Etoile du Nord Foncière, qui se déploie en bureaux, mais aussi logements, hôtellerie, résidentiel géré, et bientôt logistique, porte déjà 500 M€ d'actifs, un volume appelé à doubler dans les 5 ans.

Dans sa nouvelle configuration internationale, Cenorbank emploie 4 500 collaborateurs, dont 1 100 dans le logement social et 500 hors de France. Elle compte 1,1 million de clients actifs dont 400 000 sociétaires. Elle est aussi actionnaire du groupe BPCE à hauteur de 5,6%, et est désormais la deuxième banque régionale du réseau des Caisses d'Épargne en terme de PNB ■ **Olivier Ducuing**

LOGEMENT NEUF : L'ACQUÉREUR PARTICULIER (TOUJOURS) PORTÉ DISPARU

RÉGION. Le recul du marché observé un an plus tôt s'est amplifié en 2025. Alors que les professionnels espéraient des jours meilleurs côté ventes aux ménages, la réalité s'est avérée tout autre, sur fond de contexte économique et politique instable. Le détail.

Retournement inédit sur le marché régional du logement neuf. L'an dernier, celui-ci a largement été porté par les ventes en bloc réalisées auprès des bailleurs sociaux et des investisseurs institutionnels. Elles ont en effet capté 73% des réservations nettes globales, quand elles ne représentaient « que » 47% en 2024. Déjouant les pronostics de la profession formulés début 2025 qui tablaient sur un ralentissement. Les achats en bloc ont bondi de 89% sur un an, atteignant 3 989 unités en Hauts-de-France, portés majoritairement par le collectif notamment dans le Pas-de-Calais où l'activité a quintuplé.

Cette dynamique a grandement participé à la hausse de 22% de la production globale (5 498 logements). Mais le Cecim Nord y voit « une reprise technique en trompe-l'oeil ». Car, contrairement à l'activité des bailleurs sociaux, celle des particuliers a poursuivi sa dégringolade en 2025. Malgré la stabilisation des taux d'intérêt et la mise en place de dispositifs tels l'élargissement du prêt à taux zéro (PTZ) et le logement locatif intermédiaire (LLi) aux particuliers. En un an, les ventes individuelles ont reculé de 37%. Sur les quatre dernières années, c'est une chute vertigineuse de 70%. Nul doute que la

EN QUATRE ANS, LES VENTES INDIVIDUELLES ONT CHUTÉ DE 70%

reconquête des ménages reste l'enjeu majeur des années à venir pour la profession.

Tout comme la (re)séduction des investisseurs privés qui empruntent eux aussi la voie descendante. Ils n'ont réalisé que 441 achats en région l'an dernier, contre 1 388 l'année précédente. Soit un recul net des ventes de 68% sur douze mois, et de 86% depuis 2021. Leurs réservations n'ont ainsi représenté que 8% de l'activité globale en 2025, lorsqu'elles pesaient 30% les deux années précédentes.

PRIX GALOPANTS

Sous la pression d'une rareté de l'offre nouvelle, les prix poursuivent leur progression. A l'échelle régionale, le prix moyen de vente d'un appartement neuf par exemple a atteint 4 278€/m² (+4,2%) fin 2025. Sur le SCoT de Lille aussi, le prix moyen au m² du collectif continue aussi sur une tendance haussière, +1,2% sur un an et +11% en quatre ans. La métropole lilloise a vu l'an dernier sa part dans l'activité régionale régresser de 8 points à 44%, notamment à cause d'une contraction de 39% des réservations. Les secteurs les plus touchés sont Armentières/Vallée de la Lys (-58%), le territoire lillois (-56%) et la couronne Nord (-50%).

Cette année, dans le cadre d'une stabilisation des taux de crédits aux alentours de 3,2%, les professionnels du logement espèrent des ventes en hausse de 3 à 4%, à des prix en hausse contenue entre 1 et 2% ■ **J.K.**



ENEDIS BRANCHE UN DEMI-MILLIARD D'EUROS POUR ACCÉLÉRER L'ÉLECTRIFICATION

VILLENEUVE D'ASCO. L'opérateur du réseau de distribution électrique monte ses investissements en puissance pour accompagner l'électrification des usages.

500 M€ en 2026 et sans doute autant les années suivantes : Enedis passe la vitesse supérieure pour accompagner une électrification des usages appuyée par la puissance publique et adoptée par de plus en plus d'acteurs. Il s'agit aussi de moderniser un réseau considérable de 90 000 kilomètres dans les Hauts-de-France, notamment pour faire face aux changements climatique, et d'accompagner la transition écologique. « On est parti sur ce trend d'investissement sur les prochaines années », confirme Pascal Dassonville, directeur régional (photo), qui insiste sur les besoins d'adaptation lourds. Nombre d'industriels basculent vers l'électrique, les datacenters attendus ont des besoins énergétiques énormes et donc des raccordements à l'avenant, sans compter le déploiement de la mobilité électrique, même si elle ne va pas au rythme imaginé. Pascal Dassonville pointe également le développement des pompes à cha-



leur, notamment dans l'habitat collectif, qui exigent là aussi des puissances importantes. Sans compter la poursuite du déploiement des énergies renouvelables : on compte à ce jour 65 000 producteurs d'ENR, tandis que le nombre d'installations individuelles accélère fortement (+

26% en 2025).

Cette année, Enedis multiplie les opérations lourdes auprès de gros industriels comme le raccordement du transformateur de pommes de terre Agristo, à Escaudœuvres, pour une puissance de 36 MW, l'équivalent d'une ville de 20 000 habitants. Il intervient aussi auprès de Minth Electricity (lire p.42) ou encore de Mc Cain. Enedis envisage aussi un nouveau poste source sur le port de Dunkerque en prévision de l'arrivée de gros projets. L'enjeu est significatif, un poste source coûtant en moyenne 20 à 30 M€.

Cette dynamique d'activité se traduit aussi par des besoins humains. Enedis compte recruter 200 personnes cette année, pour conforter ses 2 600 salariés en région. L'occasion aussi de féminiser davantage des professions plutôt masculines jusque là. L'opérateur du réseau électrique sensibilise aussi très en amont pour attirer des talents : il vient de conventionner avec un douzième lycée de la région ■ **O.D.**

NATRAN : GRANDE STABILITÉ DANS NOS RÉSEAUX GAZIERS EN 2025

HAUTS-DE-FRANCE. L'an dernier, la consommation régionale a sensiblement été la même qu'en 2024 à 47,5 TWh. Au niveau des renouvelables, grâce à ses nombreuses terres agricoles, notre région a produit 16% du biométhane injecté dans les réseaux de l'Hexagone.

Contrairement au repli de 3% observé nationalement, en région, la consommation brute annuelle n'a quasi pas évolué, entre 2024 et 2025 (-0,4%). Sur les 47,5 TWh,

les distributions publiques (résidentiel, tertiaire, petite industrie) ont consommé 28,8 TWh (-1,2%) et les industriels nordistes raccordés 15,6 TWh (-0,7%).

La production électrique centralisée a attiré 3,5 TWh de gaz, en hausse de 21,5% sur un an. Au niveau des départements, la consommation a progressé dans l'Oise (+3,2%), la Somme (+1,8%) et le Nord (+0,8%, contre -15% entre 2024 et 2023). Tandis que dans le Pas-de-Calais et dans l'Aisne, elle est respectivement en repli de 4,3% et 1,7%.

Côté gaz verts, les Hauts-de-France ont été particulièrement dynamiques en matière de méthanisation. Une activité intrinsèquement liée au secteur agricole. Avec ses 107 sites de production (802 en France) et une capacité annuelle de 2,5 TWh (+5,7%), notre région figure en effet

parmi les premières régions productrices de biométhane du pays. L'an dernier, sa production a représenté 16% du biométhane injecté dans les réseaux français. Le département de la Somme est celui qui a connu la plus forte progression de ses capacités de production l'an dernier, +37% à 389 GWh. Suivi du Nord avec +6% à 449 GWh. Selon NaTran (ex-GRT-gaz), les installations de sites producteurs de biométhane tendent à se poursuivre, voire à s'intensifier, d'ici à 2030. En région, l'opérateur emploie 332 salariés et exploite un réseau de 4 182 Kms. Il a investi 72 M€ l'an dernier pour assurer l'approvisionnement, adapter le réseau à la transition énergétique mais surtout pour entretenir et moderniser ses installations (42,1 M€). Cette année, NaTran prévoit d'injecter 73 M€ en région ■ **J.K.**



AUTORITÉ EUROPÉENNE DOUANIÈRE : ET LA GAGNANTE EST ... LILLE !

Face à 8 grandes métropoles européennes, la capitale régionale a réussi à convaincre les autorités européennes pour accueillir son Autorité douanière. Avec de gros enjeux.

Bis repetita ... non placent ! Après l'échec de la métropole à attirer l'Agence européenne du médicament en 2017, la grande mobilisation régionale et les atouts certains de la métropole lilloise ont fait pencher la balance européenne de notre côté : Lille accueillera donc l'Autorité Douanière Européenne (EUCA : European Union Custom Authority) à horizon 2028.

La décision a été prise le 25 mars lors d'une réunion inter-institutionnelle entre le conseil de l'UE et le parlement européen. Il s'agit d'un organisme majeur destiné à superviser un nouveau centre de données européen chargé de superviser toutes les entrées et sorties du territoire européen. Il luttera aussi contre les fraudes et coordonnera les douanes nationales. Ce qui avait fait dire à Amélie de Montchalin, venue au Comité Grand Lille défendre le projet comme ministre avant d'être bombardée à la tête de la Cour des Comptes : « *ce n'est pas une agence de plus, c'est*



une agence décisive ! »

Lille, qui portait la candidature française, décroche la timbale devant 8 autres métropoles ou capitales européennes parmi lesquelles Rome, Zagreb, Varsovie ou Bucarest. La métropole lilloise a mis en avant des atouts indéniables dont son caractère transfrontalier, son école des

douanes à Tourcoing, mais aussi l'expertise douanière de la France (qui pèse 20% des effectifs douaniers de l'Union) et l'écosystème lillois dans le domaine cyber. La capitale des Flandres bénéficie aussi de sa proximité avec Bruxelles et d'une école internationale à Marcq-en-Barœul. Mais le dossier nordiste a aussi mis en avant le soutien financier important de l'Etat pour une implantation clé en main : l'Autorité s'installera dans les locaux de l'Agora, derrière Lille Flandre, sans bourse délier puisque l'Etat fait un chèque de 50 M€ pour prendre en charge les 9 premières années de loyers.

Le 6 février dernier, le Comité Grand Lille avait organisé une grosse manifestation de soutien à Entreprises & Cités en présence de personnalités nationales comme Patrick Martin, président du Medef ou l'ancien patron de l'OMC Pascal Lamy.

L'autorité devrait démarrer avec 250 salariés en 2028, on évoque le double à terme ■ **O.D.**

BANQUE POPULAIRE DU NORD : UN CRU 2025 DYNAMIQUE EN TOUT POINT

MARCO-EN-BARŒUL. La banque coopérative a dévoilé un bilan « d'un très bon niveau ». Lui offrant les moyens nécessaires pour renforcer, en tout optimisme, son accompagnement et ses investissements en 2026.

« **C'**est une année importante dans l'histoire de la banque ». Nicolas Poughon, directeur général de Banque Populaire du Nord (photo), avait de quoi être fier lors de la présentation du bilan annuel. Dans un climat d'incertitude pour un grand nombre d'acteurs économiques, la banque coopérative a, de son côté, été particulièrement dynamique l'an dernier. Son résultat net a atteint 41 M€, en hausse de 16,2% par rapport à 2024, renforçant ainsi ses fonds propres à 852 M€. Son Produit Net Bancaire suit la même tendance à +9,6% pour atterrir à 228,1 M€, porté notamment par la production de crédits.

L'an dernier, ceux-ci ont en effet retrouvé un niveau de normalisation à près de 2 Mds€ (+26%), suite à une année 2024 plombée par la remontée des taux. Banque Populaire du Nord a ainsi soutenu 24 000 pro-



jets de particuliers et d'entreprises. Plus précisément, l'établissement a accordé plus de 940 M€ de crédits immobiliers aux particuliers (+65%) et 688 M€ de crédits d'équipements (+6%) aux entreprises. Pour Nicolas Poughon, l'activité réalisée auprès des entrepreneurs « est la preuve de

toute la vitalité de notre territoire, en nouveaux projets et nouveaux investissements, malgré un contexte morose ». Si bien que l'établissement se dit prêt à accentuer son accompagnement des entreprises à hauteur d'1 Md€ en 2026. « *Les difficultés de certaines entreprises sont réelles mais il n'y a pas de fatalité sectorielle* », estime le patron, par ailleurs élu fin mars, pour deux ans, président de la Fédération bancaire française (FBF) Hauts-de-France, succédant ainsi à Laurent Martin, Dg du Crédit Agricole Nord de France.

Au niveau commercial, Banque Populaire du Nord a acquis plus de 17 000 nouveaux clients. Elle en compte désormais plus de 350 000 en région qu'elle accompagne avec un réseau de 121 agences et 1 100 salariés. Cette année, les effectifs seront renforcés avec 135 nouveaux CDI et 30 alternants ■ **J.K.**



France 2030 embarque le futur Campus ind#HDF-5G

Il a vocation à accélérer le développement de solutions numériques et technologiques dédiées à l'industrie. Porté par le Digital Lab ArcelorMittal France, EcosystèmeD et la Communauté urbaine de Dunkerque, le projet Campus ind#HDF-5G vient d'être sélectionné par France 2030. Celui qui ambitionne de devenir un pôle de référence en innovation industrielle repose sur la complémentarité de ses membres fondateurs. EcosystèmeD hébergera un incubateur de startups et assurera des fonctions d'ingénierie de projets. Tandis que le Digital Lab ArcelorMittal France apportera son expertise industrielle et digitale. Le Campus ind#HDF-5G bénéficiera d'un investissement de 2 M€ sur trois ans, dont la moitié apportée par Bpifrance.

© Blac Architectures

CRÉDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE À ARRAS : LES TRAVAUX



La banque verte donne le coup d'envoi de la construction de son futur site arrageois. Un bâtiment de bureaux bas carbone de 7 000 m² voué à accueillir environ 350 salariés. Imaginé et développé par Aventim, l'immeuble comportera un auditorium de 120 places, multi-usages et ouvert à la location, des espaces de travail, des salles de réunion ainsi qu'un hall d'accueil aux codes de l'hôtellerie et des espaces extérieurs végétalisés combinés à des panneaux photovoltaïques. Le bâtiment sera le premier de la région aligné sur les exigences carbone de la RE2028. *"La concertation avec l'ensemble des équipes a permis de concevoir un bâtiment au plus près des usages"*, assure la responsable de programmes d'Aventim Marielle Bund. Livraison prévisionnelle : fin du premier trimestre 2028.

Aisne : lent redressement

Le conseil départemental de l'Aisne a présenté début mars son rapport d'orientations budgétaires. La collectivité, aux finances très dégradées l'an dernier, remonte légèrement la pente. Ses recettes de fonctionnement progressent légèrement comme son épargne brute, mais à des niveaux encore faibles. Celle-ci atteint 3,6% contre un seuil minimal de 8% pour sortir de l'ornière. En l'état, la collectivité affiche une capacité de

désendettement catastrophique de 22 ans contre un maximum de 10 ans recommandé. L'Etat apporte toutefois une aide spécifique de plus de 11 M€ au titre du fonds de sauvegarde (FDSCT) pour les départements en difficulté.

Le conseil départemental attend par ailleurs cette année un rebond de ses recettes de droits de mutation (DMTO) après une bonne année 2025.

SPORTCUBE OUVRE SON PREMIER CAMPUS ESPORT À ROUBAIX



« Un levier stratégique pour faire rayonner l'esport ». C'est ainsi que la Sem Ville renouvelée présentait le projet de campus esport quai de Boulogne à Roubaix, associant CDC Habitat et Sergic. L'équipement est désormais opérationnel et officiellement lancé, sur un bâtiment de 2 000 m², associant plusieurs pôles : formation, performance, académie, sport, mais aussi restauration (ouverte sur la ville) et événements, avec une scène et 250 places assises. L'équipe devrait tourner avec 20 salariés permanents (+ 20 à 30 selon les besoins ponctuels), explique Fernand Bauwens, DG de Sportcube, qui prévoit cinq ouvertures du même type en France. Le campus nordiste s'adosse aussi à une résidence étudiante de 280 logements.

GRAIN DE MALICE DÉVOILE SA PLEINE CROISSANCE

Sur un marché en déprime, l'enseigne de prêt-à-porter féminin de la galaxie Mulliez confirme, *a contrario*, sa belle dynamique. L'an dernier, Grain de Malice a vu son chiffre d'affaires croître de 7% à 154 M€ sur un an. Sa rentabilité progresse également de l'ordre de 10%. Pour toujours

mieux adresser sa clientèle cible, la quinqu active, l'enseigne a renforcé son réseau avec 14 nouvelles boutiques en 2025. Grain de Malice compte au total 240 points de ventes en France. Elle prévoit 12 ouvertures cette année, avec dans le viseur les 350 boutiques à horizon 2035. En parallèle, ses ventes en ligne ont également progressé de 17% l'an dernier.



DUNKERQUE : ORANO ET XTC CONFIRMENT LEUR IMPLANTATION

Début mars, le chinois XTC New Energy et le français Orano ont confirmé un investissement de 500 M€ pour l'implantation de leur usine commune Neomat à Dunkerque. Cette dernière produira des matériaux actifs de cathodes (CAM), essentiels à la fabrication de batteries

pour véhicules électriques, à compter de fin 2028. L'unité devrait produire annuellement 40 000 tonnes de cathodes, destinées au marché européen, avec 400 personnes. Selon la demande, la capacité pourrait monter jusqu'à 80 000 unités par an. A terme, le programme industriel Neomat prévoit un



ensemble de trois usines à Dunkerque pour plus d'1,5 milliard d'euros et 1 700 salariés. Un projet « *stratégique pour la transition écologique, mais aussi pour la souveraineté car nous n'avons pas ce type d'usine aujourd'hui en France* », assure Philippe Hatron, directeur de l'activité batteries chez Orano.

DOURGES : PEPSICO FRANCE EN MODE XXL ET DÉCARBONÉ

La filiale française de PepsiCo, leader mondial du secteur de l'alimentation et des boissons, et ID Logistics, leader international de la logistique contractuelle, ont inauguré un entrepôt de 136 000 m² à Dourges. PepsiCo France loue 56 000 m² (divisés en cinq cellules) où elle pourra stocker jusqu'à 40 millions de paquets de snacks d'une quinzaine de marques (Bénédictus, Lay's, Doritos...). Jusqu'ici, PepsiCo France et l'opérateur ID Logistics assuraient l'activité à Libercourt avec 75 salariés. Les effectifs sont désormais basés à Dourges, renforcés avec 20 personnes supplémentaires. Avec ses 128 500 m² de panneaux photovoltaïques, l'entrepôt accueille « *la plus grande centrale solaire en toiture d'un seul tenant d'Europe* », selon les deux partenaires.

Somme : Sana Terra investit plus de 5 M€

Après 18 mois de travaux, la coopérative agricole Sana Terra a inauguré son nouvel équipement. A Flesselles dans la Somme, elle a investi 5,5 M€ dans un silo offrant une capacité de stockage de 11 500 tonnes de grain, de 2 000 tonnes d'engrais et doté d'une tour d'élevation ainsi que de triage. Le tout, en pilotage automatique. Sana Terra ambitionne avec l'outil de gagner en productivité, tout en optimisant la qualité du grain. La coopérative compte 43 salariés permanents (le double en période de moisson) pour 113,4 M€ de chiffre d'affaires et 800 adhérents.



RESTRUCTURATIONS, FERMETURES, ...

L'inquiétante inflation d

Maison Roches, Nacon, Arc, Chateau Blanc, IDKids, Movitex, les transports Ziegler, les boîtes aux lettres Decayeux, Pocheo, Marron TP... Le tissu économique régional souffre en ce début d'année.

Les tribunaux de commerce connaissent un niveau de défaillances pas forcément en explosion, mais les dossiers touchent cette fois beaucoup d'entreprises de taille importante, avec de gros volumes d'emplois concernés. « Depuis la fin de l'an dernier, nous avons de gros signaux d'alerte de toutes nos équipes », confirme Perrine Mohr, secrétaire générale de la CFTD dans la région.

Parfois, de belles entreprises ne trouvent pas de repreneur et doivent mettre la clé sous la porte. Il arrive

aussi que des entreprises ferment sans passer par la case procédure collective, comme Exide à Lille ou l'équipementier automobile Sogefi à Douai, le marché n'étant plus suffisant pour assurer la viabilité des sites. Il faut aussi considérer l'écosystème des entreprises en procédure collective : ce sont autant d'abandons de créances et d'impayés qui viennent fragiliser des sous-traitants ou prestataires, alors même que la nouvelle crise venue d'Iran vient tamponner notre économie. Enfin, n'oublions pas les projets d'implantation qui ne se concrétisent pas ou sont repoussés *sine die*.

Petit survol de ces craquements dans la réindustrialisation régionale.

“ON A UN DÉBUT D'ANNÉE TRÈS LOURD ET PRÉOCCUPANT”



3 QUESTIONS À GÉRARD MÉAUXSOONE

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

On voit se multiplier des défaillances de grandes entreprises depuis fin 2025, comment interpréter cela ?

On voit des dossiers en prévention qui arrivent en procédure collective comme Arc France ou IdKids. C'est lié à des problèmes de consommation, avec des chiffres d'affaires qui ne sont pas au rendez-vous, c'est aussi lié à l'incertitude politique et géopolitique qui est préjudiciable aux affaires. La hausse des prix de l'énergie n'arrange rien. Mais d'autres dossiers arrivent pour des raisons différentes comme Nacon du fait du défaut des banques en dépit des accords annoncés, parce qu'elle annonçait des résultats moins

bons que prévus, peu après les résultats médiocres annoncés par Ubisoft. Pocheo s'est trouvé sans solution du fait d'un fournisseur qui ne livrait plus, ne permettant plus de maintenir l'activité. Chateau Blanc, c'est un problème structurel de taille insuffisante et de défaut de rentabilité.

Faut-il s'attendre encore à de grosses déconvenues ?

J'ai encore des dossiers en prévention, et ce ne sont pas forcément des Tpe ou des Pme... Certains secteurs économiques sont compliqués comme l'automobile et les sous-traitants. On a un début d'année très lourd, très préoccupant. Les banques sont sur le frein de manière générale, ce qui ne veut pas dire que sur les gros dossiers elles ne font pas les efforts, elles les font. Evidemment, quand on arrive à des situations trop dégradées, elles deviennent de plus en plus difficiles à convaincre.

Ce niveau de défaillances est-il inédit ? Qu'en est-il chez vos collègues des autres tribunaux de commerce ?

Cette situation est historique. Même au-delà de la crise de 2008, où les difficultés s'accumulaient dans les entreprises. Avoir des dossiers à ce niveau sur les 2 à 3 premiers mois de l'année, on n'a jamais vu ça, ce que me confirment les mandataires judiciaires. J'espère que cette concentration ne va pas durer. Nous échangeons bien sûr entre tribunaux de commerce. La situation n'est pas meilleure ailleurs. Mais il est vrai qu'à Lille on a cette intensité de défaillances d'entreprises significatives arrivées dans un même espace de temps restreint. Les pouvoirs publics et les collectivités ont bien pris conscience de la situation. Mais quant à leur capacité à pouvoir soutenir les dossiers, je suis plus réservé ■ Recueilli par O.D.

es défaillances

BOULANGERIE : CHATEAU BLANC EN REDRESSEMENT

La filiale industrielle du groupe familial Holder espère un repreneur pour son usine principale, et vise un plan de continuation pour ses deux unités de la Madeleine et Tilloy-lès-Mofflaines. 400 emplois en jeu.

Saisi par le groupe Holder, le tribunal de commerce de Lille Métropole a prononcé le redressement judiciaire de Château Blanc, le 9 mars dernier. Holder, connu du grand public pour son enseigne Paul et ses 870 boutiques, compte aussi une division industrielle, réunie dans la société Château Blanc, spécialisée en boulangerie et pâtisserie industrielle. Elle compte trois sites : outre le navire amiral de Marcq-en-Barœul, elle est présente à la Madeleine et à Tilloy-lès-Mofflaines dans le Pas-de-Calais. Soit 400 salariés pour un chiffre d'affaires de près de 90 M€ l'an dernier. Un ensemble plombé par des pertes récurrentes (encore 7,5 M€ d'Ebitda négatif en 2025).

Le groupe explique que les difficultés de l'usine sont récurrentes, notamment du fait de la flambée des prix des matières premières et de l'énergie, qu'elle ne pouvait pas répercuter suffisamment sur les prix. L'usine s'étend



sur 16 000 m2 de production plus 10 000 m2 de logistique. Elle produit 160 références de produits à travers ses 8 lignes de fabrication, parmi lesquelles deux lignes de macarons automatisées, une ligne semi-manuelle de conditionnement

de macarons, ou encore une ligne de viennoiserie capable de produire 38 000 croissants et 37 000 pains au chocolat à l'heure, du pétrissage à la cuisson en passant par la surgélation, ainsi qu'une ligne de petits pains précuits surgelés. Mais l'outil est extrêmement surcapacitaire, puisqu'il est utilisé à 37% seulement, reconnaît la direction.

« Dans un secteur dominé par de grands acteurs concentrant toujours plus de volumes, avec une pression toujours plus forte sur les prix, l'usine peine à rester compétitive et est confrontée à des pertes de volume », indique le groupe.

Ce dernier explique viser une solution industrielle pérenne pour le site marquois avec l'appui du tribunal, et être déjà « en discussions avec des acteurs du secteur qui ont fait part de leur intérêt pour le site ». Son objectif affiché est de céder l'usine en permettant de sauvegarder le maximum d'emplois. Dans le même temps, le groupe compte proposer un plan de continuation qui permettrait de préserver intégralement les sites et les équipes de Tilloy-lès-Mofflaines et de la Madeleine, qui approvisionnent le réseau Paul ■ **Olivier Ducuing**

TEMOIGNAGE

La compétitivité industrielle à l'épreuve

Un grand dirigeant de la région qui souhaite rester anonyme nous a fait part de réflexions partagées avec d'autres capitaines d'industrie sur la désindustrialisation.

« Le sujet de compétitivité industrielle est cardinal pour l'avenir de l'Europe et de la France en particulier compte tenu de l'écart qui se creuse avec le reste du monde. Les raisons, multi factorielles, sont amplifiées en France par une fiscalité confiscatoire pour les entreprises, un coût du travail qui supporte à lui seul la quasi-totalité de la 'protection' sociale (sans compter l'endettement de 300 milliards

supplémentaires nécessaires chaque année pour combler le déficit du pseudo modèle social) et une réglementation qui ne cesse de se complexifier.

L'Europe et la France en particulier ne peuvent plus être le supermarché du monde. Il faut mettre la politique de l'offre au cœur du projet économique européen et français. Et donc changer de logiciel qui tourne en boucle depuis 50 ans qui a consisté à préférer importer, par facilité et renoncement, des produits à bas coûts environnementaux et sociaux. On en connaît aujourd'hui le bilan catastrophique pour notre pays en 5D: dépenses publiques, déficit, dette,

désindustrialisation, déclassement. A substituer au plus vite par 5E: Economie (discipline budgétaire), Equilibre (déficits maîtrisés), Enrichissement (investissement productif), EUvestissement (investissements coordonnés à l'échelle européenne) et Enchantement (redonner confiance à l'échelle européenne).

Bref il y a vraiment nécessité de reprendre le contrôle de notre avenir, de nos souverainetés. Stopper cette fuite en avant mortifère pour notre pays et arrêter le train fou de l'endettement qui sera le catalyseur d'une explosion sociale à venir. »

L'AVENTURE « ÉCOLONOMIQUE » DE POCHECO S'ARRÊTE

Il e aurait eu 100 ans en 2028. La fête n'aura pas lieu. Le mardi 11 mars, le tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire de Pocheco, fabricant d'enveloppes à Forest-sur-Marque. L'entreprise d'Emmanuel Druon, en redressement judiciaire depuis la mi-février, n'a pas trouvé de repreneur. Résultat : 75 emplois qui seront supprimés dans les prochains jours. Faute de matière première, l'usine avait dû stopper ses lignes début février : le principal fournisseur de Pocheco avait cessé ses approvisionnements en raison d'impayés. La société affichait un déficit de 2 M€. L'an dernier, la Pme familiale a fabriqué 600 millions d'enveloppes a vendues auprès de banques, de compagnies d'assurances ou encore d'organismes de service public pour 10 M€ de chiffre d'affaires.

Une activité qu'elle menait animée



d'une conviction forte depuis 30 ans : l'économie peut rimer avec l'écologie. C'est la démarche d'« écolonomie », portée haut par le dirigeant, qui l'avait conceptualisée dans plusieurs livres. Au sein de son entreprise et son écosystème, cela se tra-

duisait entre autres par l'utilisation de déchets de bois pour la fabrication du papier nécessaire à la production des enveloppes Pocheco. Ou encore par le remplacement des encres toxiques, composés de métaux lourds, par des encres à base d'eau et de pigments naturels. Permettant ainsi aux salariés d'abandonner leurs équipements de protection, de travailler mains nues et sans masques. Mais aussi à l'entreprise de nettoyer ses machines « avec du savon de Marseille et de l'eau de pluie récupérée sur la toiture », comme détaillait Emmanuel Druon, en janvier dernier, dans le podcast La Question météo climat de BFMTV. En 30 ans, cette conciliation économie-écologie a poussé Pocheco a investir 10 M€ pour changer ses pratiques. « Si on n'avait pas fait ces investissements, nous serions plus pauvres aujourd'hui qu'hier », assurait-il ■ J.K.

Ziegler France vers une cession ?

« Une réflexion est en cours au plus haut niveau du groupe quant à la stabilisation de la situation dans un premier temps, et, dans un second temps, un remodelage possible des activités du groupe ». Le spécialiste belge du transport-logistique arrive à un tournant de son histoire. Sous le poids des « difficultés économiques et financières », sa filiale française - dont le siège est basé à Roncq - vient d'être placée en redressement judiciaire. Pendant la période d'observation, l'activité de l'entreprise se poursuit. En décembre, dans un courrier adressé aux 1 400 salariés répartis sur 58 sites au national, la direction évoquait l'ouverture d'un protocole de cession totale ou partielle de Ziegler France. Deux mandataires *ad hoc* ont été désignés pour encadrer les discussions avec les éventuels repreneurs et partenaires financiers.

L'an dernier, le groupe fondé en 1908, à la tête de 3 200 salariés dans le monde, a affiché une perte de près de 6 M€, pour un chiffre d'affaires de 445 M€.



“ON A TRAITÉ 35 PSE, CONTRE 52 SUR LES 12 MOIS PRÉCÉDENTS”

BRUNO DROLEZ, DIRECTEUR RÉGIONAL DE LA DREETS HAUTS-DE-FRANCE

Depuis quelques mois, les redressements judiciaires s'accroissent. Comment jugez-vous la situation ?

Contrairement au tribunal de commerce ou d'autres organismes comme la Banque de France, la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités a une vision différente des entreprises en difficulté. Nous prenons le pouls de l'économie régionale sous l'angle des plans de sauvegarde de l'emploi que nous sommes les seuls à pouvoir homologuer ou non. Les PSE interviennent lorsqu'il y a au moins 10 licenciements dans une entreprise d'au moins 50 salariés. Donc on ne voit qu'une partie de ce qui se passe.

Dans ce cas, comment le contexte économique se traduit-il à votre niveau ?

Sans vouloir minimiser la situation régionale actuelle, à notre échelle, elle est plus contrastée. A fin février 2026, sur un an, la DREETS des Hauts-de-France a traité 35 PSE, contre 52 sur les 12 mois précédents. Le nombre de salariés impactés en région a également diminué sur la période à -43,3%. Les effectifs concernés par le dossier d'Arc France ne sont pas intégrés à cette donnée. Mais même dans ce cas, une forte baisse resterait constatée.

Dernièrement, de grands noms ont cependant été annoncés en difficulté...

Bien sûr, nos données ne traduisent pas la totalité de la réalité économique que peuvent vivre toutes les entreprises. Et le passé ne présageant pas l'avenir, l'augmentation actuelle des coûts de l'énergie peut conduire, à court et moyen terme, à une dégradation de ces tendances plutôt positives observées à la DREETS. Les récents redressements de grands noms de l'économie régionale résultent de trois sources principales, les changements sociétaux, la concurrence internationale et les évolutions liées aux mutations climatiques et énergétiques. Dans la filière automobile, la fermeture progressive de Sogefi à Douai, équipementier pour véhicules thermiques, en est le parfait exemple ■ Recueilli par J.K.

L'AUTOMOBILE RÉGIONALE FACE À « UNE RUPTURE SYSTÉMIQUE »

L'ARIA et Mobilians publient un livre blanc en forme de signal d'alarme sur la filière automobile, très fragilisée. Et réclament des mesures, pas forcément financières au demeurant, pour favoriser la transition électrique.

« **M**oment charnière » de la filière automobile, « rupture systémique », technologique, économique et sociale : le livre blanc que viennent de produire les organisations patronales ARIA et Mobilians, représentant l'amont et l'aval de la filière auto, pose sans ambage les enjeux d'un secteur clé de l'économie régionale. Il pèserait 100 000 emplois avec sa concentration de sites constructeurs (Renault Ampère à Maubeuge et Douai, Stellantis à Hordain, Toyota à Onnaing) et des gigafactories qui pèsent de plus en plus lourd dans le paysage. « Les Hauts-de-France ne sont pas seulement une zone d'assemblage : c'est un écosystème complet, où les activités industrielles et les services automobiles (distribution, maintenance, flotte, rechange, recyclage) s'adossent à un tissu de

Pme et d'ETI qui fait vivre de nombreux territoires, y compris hors métropoles ».

Le livre blanc rappelle des vérités premières : la France produisait 2,2 millions de véhicules en 2019, c'est moins d'1,5 million aujourd'hui. Un recul de volumes lourd de conséquences. « Nous nous trouvons à un point de rupture. La baisse des ventes de véhicules neufs, la diminution des marges, la transition vers l'électrique avec une réduction des opérations de maintenance classiques, et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, exercent une pression sans précédent sur cet ensemble d'activités essentielles », analyse crûment le livre blanc. « Lorsque les investissements ralentissent en amont, que les projets industriels sont différés ou que la production se contracte, c'est

l'ensemble du tissu territorial qui vacille. La filière fonctionne comme un système intégré : chaque maillon dépend de la solidité des autres », préviennent ses représentants, qui voient dans la situation un défi mais aussi des opportunités de montée en compétence, de diversification, mais « à condition d'être accompagnés par des politiques adaptées, un plan de formation ambitieux et un soutien structuré aux petites entreprises de service ». En aval, le monde des concessions est évidemment touché par les reculs de vente mais celui de la réparation l'est aussi par l'arrivée de l'électrique : la maintenance des véhicules électriques génère 40% de chiffre d'affaires en moins. « Si le marché ne repart pas très rapidement, il y aura un paquet d'entreprises qui iront au tapis dès cet été », estime Stéphane Rigaud, délégué général de l'ARIA.

COMITÉ STRATÉGIQUE RÉGIONAL

On comprend que la situation est sous tension et mérite une réponse rapide. Les représentants de la filière auto préconisent un train de mesures destinées à conforter les acteurs. Cela passe par une accélération du renouvellement du parc (qui vieillit aujourd'hui dangereusement), en plaçant le consommateur au cœur de la relance, notamment en rendant la mobilité électrique accessible aux classes modestes. Plan de formation, soutien à la diversification... Les pouvoirs publics ont de quoi s'inspirer dans les nombreuses propositions de la profession. Le Livre Blanc préconise aussi la constitution d'un « comité stratégique régional automobile et mobilités » pour une vraie gouvernance croisée qui « permettrait d'éviter l'écueil observé dans certaines politiques industrielles : des projets puissants mais insuffisamment connectés au tissu économique local. »

■ Olivier Ducuing



ALUMINIUM DUNKERQUE VA DEVENIR PROPRIÉTÉ DU BAHREÏN

GRAVELINES. La plus grosse fonderie d'aluminium primaire d'Europe change une fois de plus de mains. Pour entrer dans le giron d'Alba, un industriel du Bahreïn.

Il ne reste que l'approbation des autorités européennes et de l'Etat français pour valider la cession, dans les prochains mois. Aluminium Dunkerque passera alors aux mains du groupe Alba (Aluminium Bahrain). Cet ensemble de 3 200 salariés possède la plus grosse fonderie monosite d'aluminium au monde hors Chine qui a produit 1,6 MT d'aluminium l'an dernier (son record historique), pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars. Le groupe est détenu majoritairement par le fonds souverain du petit royaume du Bahreïn. Cette acquisition valorise Aluminium Dunkerque à plus d'1 milliard de dollars, selon plusieurs médias spécialisés.

Aluminium Dunkerque, qui était convoité par 5 autres candidats, va peut-être stabiliser son actionariat pour une phase plus longue avec une maison mère à vocation industrielle. Son propriétaire actuel, AIP (American Industrial Partner) était entré au



capital en 2021 suite à la défaillance du groupe de Sanjeev Gupta, GFG. Ce dernier avait pris le relais de Rio Tinto, après une histoire née sous le pavillon de Péchiney.

PLAN DE DÉCARBONATION

Cette opération est particulièrement importante pour plusieurs raisons. Aluminium Dunkerque est un des plus gros acteurs industriels de la région. Elle produit 300 000 tonnes

par an, pour un chiffre d'affaires de 800 M€, avec 750 salariés. L'usine est aussi le plus gros client français d'EDF, sa production exigeant l'équivalent d'une demi-tranche nucléaire. L'entreprise a signé récemment un accord de long terme avec l'électricien national pour garantir des capacités sur longue période, à prix sécurisé. Aluminium Dunkerque est aussi très engagée dans un plan volontariste de décarbonation baptisé Lowcal, qui s'est déjà traduit par la mise en place de son huitième four, capable de traiter de l'aluminium recyclé. Au-delà, l'entreprise travaille en consortium à la captation du CO2 puis à plus long terme à de nouveaux process industriels de décarbonation.

Il reste une inconnue : Alba a déclaré la force majeure sur ses livraisons du fait de la crise au Moyen-Orient et a coupé 20% de ses capacités à la mi-mars. La poursuite du conflit pourrait avoir des conséquences plus lourdes ■ **O.D.**

ALCATEL SUBMARINE NETWORKS TIRE PLUSIEURS MILLIONS D'EUROS EN RÉGION

CALAIS. Dans le cadre de son plan « Ambition 2030 », le fabricant français de câbles optiques sous-marins annonce une enveloppe d'investissement de 100 M€ d'ici à 2018, dont une grande partie sera consacrée à la modernisation et le renforcement de l'usine calaisienne.

Intelligence artificielle, streaming, cloud... face à l'explosion des usages numériques, Alcatel Submarine Networks (ASN) doit s'équiper. L'entreprise française est une spécialiste des câbles sous-marins, lesquels



assurent près de 99% des échanges numériques internationaux. Sous la houlette de son président Alain Biston, ASN vient d'adopter un programme d'investissement de 100 M€ prévu pour trois ans. Une partie de l'enveloppe est dédiée à l'usine de Greenwich au Royaume-Uni.

Mais le site nordiste, situé à Calais, est et sera le principal bénéficiaire, confirme ASN, sans pour autant dévoiler le montant précis. Dans les tuyaux d'ASN : la rénovation et l'agrandissement entre autres d'un des bâtiments, basé quai de la Loire au port calaisien. Abrisant autrefois des cuves de stockage, le hangar deviendra à terme un espace de production.

La décision d'ASN de muscler sa base régionale confirme son rôle stratégique au sein de l'industrie des

télécommunications sous-marines à l'échelle internationale. En Europe, elle est en effet la seule à concevoir, fabriquer et installer des câbles en grandes profondeurs.

En région, ASN est tout aussi important puisqu'avec ses 625 salariés permanents et 150 intérimaires, la société est le deuxième employeur de Calais. Nationalisée par l'Etat il y a un an (Nokia conserve 20% du capital), elle compte sept navires câbliers aux quatre coins du globe et trois usines de production en Europe.

Dans le monde, elle détient un réseau de plus de 850 000 km de systèmes optiques... soit l'équivalent de 21 fois le tour de la Terre. Fin 2024, ASN a réalisé plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires ■ **J.K.**

GEB MISE SUR LA CHIMIE VERTE

NANTEUIL-LE-HADOUIN. Décidée à poursuivre une fabrication française, l'entreprise spécialisée dans les produits pour la plomberie se lance dans des gammes éco-conçues.

GEB (Groupe Européen Barthélémy) est un groupe familial plutôt du discret du sud de la région, non loin de Creil, à Nanteuil-le-Hadouin (Oise). L'entreprise est spécialisée dans les produits à destination des professionnels de la plomberie-chauffagerie.

Le groupe emploie globalement 130 personnes, dont 59 dans son usine isarienne. Celle-ci s'étend sur 28 000 m² et produit 11 millions d'unités par an à travers 700 références dans l'étanchéité, la fixation et la maintenance des installations sanitaires. GEB vend ses produits dans plus de 50 pays.

Pour perdurer et poursuivre la production en France, contrairement à nombre de ses concurrents qui ont d'ores et déjà délocalisé, l'entreprise née en 1860 a beaucoup investi. Son site a vu sa surface décupler en 40 ans. Elle fait aujourd'hui le pari de



la transition écologique en basculant vers la conception de produits éco-conçus, à partir de chimie « verte » élaborée dans son propre laboratoire de R&D.

C'est ainsi qu'est née fin 2025 la gamme Geb'orizon® avec deux produits phares, une colle PVC d'assemblage et un mastic silicone sanitaire nouvelle génération. La première est

produite à partir d'une formule comprenant 62% de solvants recyclés ainsi qu'une résine 100% biosourcée.

La société revendique une baisse de 90% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à un produit pétrosourcé. Le mastic silicone fait lui aussi appel à des matières premières renouvelables, à commencer par du bio-méthanol dérivé de résidus végétaux. L'emballage comprend lui-même 50% de plastique recyclé. Les produits affichent en parallèle les mêmes performances techniques, assure l'entreprise.

Celle-ci, dirigée depuis 2020 par Richard Guyot, représentant la 3ème génération, vient en outre de décrocher le label Origine France Garantie, pour plus de 200 de ses références. Une certification qui atteste que le produit est majoritairement conçu, fabriqué et valorisé dans l'Hexagone

■ Olivier Ducuing

CHÂSSIS FRANCE ÉLARGIT SON CADRE

CHAUNY. L'entreprise artisanale spécialisée dans les beaux-arts restructure d'ici à cet été ses activités sur 5 000 m². Avec la volonté affichée d'étendre ses marchés.

Fabricant de châssis de tableaux, de toiles, restaurateur d'œuvres d'art... Châssis France cumule le savoir-faire. Un temps en difficulté, la Pme picarde a repris des couleurs sous la houlette de Henri Decanter, repreneur dirigeant depuis dix ans. A nouveau profitable, l'entreprise s'est renforcée en 2023 avec l'acquisition d'Artfix dans les Alpes-Maritimes, spécialisée dans la toile. Suivie, en décembre dernier, par la reprise de la marque Robert Sennelier dans l'Yonne, experte en mobilier beaux-arts. D'ici à la fin juillet, ces deux activités rejoindront le site historique de Châssis France à Chauny dans l'Aisne. Pour cela, l'entreprise construit actuellement une extension de 3 000 m². Celle-ci complètera les 2 000 m² existants, rénovés pour l'occasion.

Henri Decanter investit 2,6 M€ dans ce projet immobilier, complété d'une enveloppe de 100 K€ pour l'achat de matériel. Financée par emprunt ban-

caire, l'opération est soutenue par l'agglomération Chauny Tergnier La Fère à hauteur de 200 K€. Le dirigeant indique avoir sollicité l'Ademe pour l'acquisition d'une chaudière biomasse, vouée à chauffer les bâtiments à partir des chutes de bois issues de l'activité.



CONQUÊTE INTERNATIONALE

A terme, Châssis France entend disposer d'un véritable site vitrine, capable de lui donner plus de poids et de visibilité dans son secteur.

De quoi ouvrir les portes de nouveaux marchés en France, comme à l'international. L'export (intégralement porté par Artfix) représente pour l'instant 30% des 2,9 M€ de chiffre d'affaires cumulés. D'ici à 2030, le dirigeant entend aller chercher les 5 M€ de ventes, pour moitié réalisée à l'étranger, avec une trentaine de salariés, contre les 12 actuels. Dans son viseur, l'Europe (Allemagne, Angleterre, Espagne), l'Amérique du Nord, l'Afrique du Sud, l'Australie, la Suède ou encore le Japon.

Labellisée fin 2024 Entreprise du patrimoine vivant, Châssis France revendique une méthode « artisanale et manuelle » et un sourcing 100% local. « Nous irons chercher tous les marchés de niche haut de gamme », informe Henri Decanter ■ J.B.

éco 121

1 AN
69€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

INFORM 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____



éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

Valdunes Industries fournira le métro en Amérique latine

Le dernier fabricant français de roues, d'axes et d'essieux ferroviaires vient de remporter un contrat outre-Atlantique. Valdunes Industries, filiale de l'industriel Europlasma, a en effet remporté le marché pluriannuel portant sur la fourniture de 720 roues dédiées aux trains d'une société de transport public en Amérique latine. D'après la maison-mère, ce contrat,

remporté dans le cadre d'un appel d'offres mondial, "conforte la place de Valdunes Industries en qualité d'acteur majeur de l'industrie ferroviaire" à l'international. Il intervient un mois seulement après un précédent contrat à 3,6 M€ sur trois ans pour livrer 2 300 roues de trains à une entreprise ferroviaire aux États-Unis. En région, Valdunes Industries emploie 190 personnes dans deux usines à Trith-Saint-Léger et Leffrinckoucke.



L'AGENCE MOT COMPTE DOUBLE SIGNE 4 GROS COMPTES

Pour ses 20 ans, l'agence de conseil, relations presse et communication muscle son portefeuille clients. Cette année, Mot Compte Double devient la porte d'entrée de l'enseigne nordiste de textile pour enfants Tape à l'Oeil, de l'école d'ingénieurs lilloise Icam, mais aussi du réseau de dirigeants Association pour le Progrès du Management (APM) et de l'entreprise familiale Groupe

CB Carrières du Boulonnais. Fondée et basée à Lille, l'agence de Céline Tondi et Alexandra Breynne rayonne à l'échelle nationale grâce à une quarantaine de clients de l'industrie, de la culture, de l'enseignement ou encore du retail. Fin 2025, Mot Compte Double a réalisé 1,6 M€ de chiffre d'affaires, en progression de 6% sur un an, avec 12 consultants.

RÉSEAUX : GROUPE NAT DEVIENT LYONNAIS

Le nordiste spécialisé dans la sécurité de chantiers et la gestion de réseaux enterrés Groupe NAT change de mains. Son fondateur Thibault Nicollet cède 51% des parts de son entreprise au leader français Detect Réseau, basé à Vénissieux près de Lyon. C'est une étape clé dans le plan de développement que Thibault Nicollet a mis au point pour Groupe NAT. Celui-ci prévoit notamment d'atteindre, voire de dépasser, les 50 M€ de chiffre d'affaires d'ici à 2030. Actuellement, il réalise 6 M€ avec une centaine de salariés en région et en Île-de-France. Avec cette opération, "on gagne 5 ans dans le développement", assure Thibault Nicollet. De son côté, avec ses 23 implantations dans l'Hexagone, Detect Réseau affiche 14 M€ de chiffre d'affaires avec 150 personnes. Ensemble, les deux entreprises entendent "saisir les opportunités et travailler sur des projets plus ambitieux".



Intelligence économique : l'Edhec cède SIPA

Six ans après la vente de Scientific Beta à la Bourse de Singapour pour 200 M€, l'Edhec annonce une nouvelle cession à venir. Au côté de son fonds de dotation, l'école de commerce roubaisienne a signé un accord de cession de sa spin-off Scientific infra & private assets (SIPA) à PEI Group, fournisseur mondial de services en intelligence économique et analyse de données. L'opération, dont le montant n'est pas communiqué, permettra de « renforcer les capacités d'investissement de l'école » et ainsi d'accélérer dans les deux ans le déploiement de son plan stratégique « Génération 2050 ».

GÉNOMIQUE : GENOSCREEN ATTEND ENFIN LE DÉCOLLAGE

LILLE. Après son kit dédié à la tuberculose, la biotech lance un kit d'antibiorésistance sur la lèpre. L'entreprise, dont le modèle économique arrive à maturité, vise un adossement industriel et financier.

L'univers de la biotech est celui du temps long. GenoScreen, créée il y a 25 ans dans le séquençage moléculaire par son dirigeant actuel André Tordeux et le professeur de santé publique Philippe Amouyel, anticipe son véritable décollage à partir de cette année. La société, qui a réalisé un pivot stratégique en 2013 avec le développement de produits diagnostiques et l'exploitation du microbiote, commence à en tirer vraiment les fruits. Mis sur le marché à partir de 2019, recommandé par l'OMS, le test moléculaire Deeplex est capable d'identifier en 48 heures les résistances aux antibiotiques du bacille de la tuberculose (au lieu de plusieurs semaines voire des mois pour les anti-

biogrammes classiques). Un très gros enjeu de santé publique puisque la tuberculose engendre 1,4 million de décès dans le monde chaque année, avec près de 11 millions de cas nouveaux tous les ans. Sur ces cas, 10 à 20% présentent une résistance aux antibiotiques.

GenoScreen, qui est encore la seule à proposer un kit opérationnel dans le monde, commercialise déjà dans 65 pays, dont les Etats-Unis.

« Aujourd'hui, nous avons une « scalabilité »* importante. On commence à rentrer dans le récurrent », se félicite André Tordeux, qui explique que cette activité va atteindre la rentabilité en 2026. La société dispose des moyens humains et techniques pour

**LE CHIFFRE D'AFFAIRES
DU KIT DEEPLEX
DEVRAIT ATTEINDRE
RAPIDEMENT
LES 10 M€**

assumer la croissance attendue, avec un gros plateau de 1 000 m² sur le campus de Pasteur Lille, doté d'un parc machines de plus de 3 M€ de valeur. L'entreprise compte 32 salariés dont 8 docteurs. « Mais il y a désormais des besoins en communication et en marketing. On doit montrer qu'on est présent sur la scène internationale de la tuberculose », explique le dirigeant, évoquant notamment la nécessaire présence à des congrès thématiques de par le monde. Selon lui, le chiffre d'affaires du kit Deeplex devrait doubler tous les ans pour atteindre rapidement les 10 M€.

« LÂCHER LES CHEVAUX »

Mais GenoScreen porte aussi d'autres activités comme le lancement d'un kit similaire pour la résistance antibiotique de la lèpre pour lequel l'agrément de l'OMS est espéré pour l'automne. Elle développe aussi un autre dispositif dévolu à l'helicobacter pylori, une bactérie vivant dans la muqueuse de l'estomac, génératrice d'ulcères et de cancers.

« Il faut lâcher les chevaux maintenant, on a une mine, rien ne peut échouer. On a besoin de réinvestir en R & D pour élargir la gamme et accélérer. Le seul frein serait notre capacité à ne pas pouvoir amplifier », analyse André Tordeux. Le dirigeant, qui contrôle encore la majorité de la société avec Philippe Amouyel à travers les droits de vote, vise pour cela une grosse levée de fonds d'une vingtaine de millions d'euros, qui pourrait passer par un rapprochement industriel et financier. Il accompagne cette perspective du recrutement en cours d'un numéro deux, manière à la fois de renforcer le management de l'entreprise mais aussi de faciliter les processus financiers, qui butent aujourd'hui sur la question de l'âge du capitaine ■ **Olivier Ducuing**

* changement d'échelle





Start Innovation CIC
**L'innovation qui réussit,
c'est celle qui fait aussi
avancer la société.**



Construisons pour que le monde bouge.



ROQUETTE TANGENTE LES 5 MDS€ DE VENTES MAIS PASSE DANS LE ROUGE

LESTREM. Le spécialiste mondial des ingrédients et des excipients pharmaceutiques d'origine végétale affiche 265 M€ de pertes sur l'exercice, du fait d'éléments non récurrents liés notamment à l'acquisition stratégique d'IFF Pharma Solutions et à des dépréciations d'actifs.

« Environnement de marché particulièrement difficile », « concurrence intense », « demande atone », « environnement complexe », « contexte volatil et fortement concurrentiel », « incertitudes géopolitiques et macroéconomiques persistantes » : la tonalité de la publication des résultats du groupe Roquette le 19 mars ne laisse guère de doute sur un climat des affaires particulièrement tendu sur ses différents marchés. Un constat qui rend encore plus pertinentes les acquisitions stratégiques réalisées par le groupe familial ces deux dernières années dans des secteurs à forte valeur ajoutée, avec le japonais

Qualicaps puis l'américain IFF Pharma Solutions, dans l'univers de la pharmacie. « Nous observons les premiers bénéfices significatifs de nos initiatives stratégiques et de nos acquisitions récentes, qui permettent à Roquette de disposer d'un portefeuille plus complet et de renforcer son positionnement sur des produits et marchés à forte valeur ajoutée », déclare le directeur général Thierry Fournier.

C'est grâce à la performance de ses produits de spécialité que le groupe, spécialiste des ingrédients d'origine végétale et des excipients pharmaceutiques encaisse les secousses inter-

nationales.

Son chiffre d'affaires atteint 4,9 milliards d'euros en 2025, en hausse nominale de 8% (mais en retrait de 5% à périmètre comparable). L'Ebitda courant se renforce à 612 M€ (mais en repli de 14% à périmètre comparable). La marge d'Ebitda s'améliore sensiblement (12,6%). Mais le résultat net vire dans le rouge, à hauteur de 265 M€ contre un résultat positif de 61 M€ un an plus tôt. Une contre-performance liée à des éléments exceptionnels à commencer par les coûts d'acquisition et d'intégration d'IFF Pharma Solutions mais aussi par des dépréciations d'actifs.

Le groupe relève que, retraité de ces éléments non récurrents, le résultat est positif de 70 M€.

LANCLEMENT DU PLAN « SHIFT AND LEAD »

La dette de Roquette atteint 2,39 milliards d'euros fin 2025 (avec une dette financière brute de 3,2 milliards).

« Le ratio d'endettement retraité s'est amélioré à 3,48 x contre 3,72x à fin juin 2025, traduisant les premiers effets de l'acquisition d'IFF Pharma Solutions et une gestion financière rigoureuse au second semestre », indique le groupe, qui réaffirme une trajectoire de désendettement pour ramener son ratio entre 2,3 et 2,7x à horizon 2027. Roquette souligne aussi que la situation de dette est maîtrisée, grâce à des échéances bien échelonnées, « sans aucune concentration significative de refinancement à court terme ». Roquette affiche également une liquidité disponible de près de 1,6 Md€.

Pour maintenir sa compétitivité, le groupe de Lestrem vient de lancer en janvier un plan baptisé « shift and lead » (se transformer et prendre les devants). Avec pour but de soutenir la croissance, libérer le potentiel des récentes acquisitions qui renforcent ses positions de leader et « ouvrent de nouvelles perspectives de développement rentable ».

On notera aussi que le groupe maintient un niveau d'investissement élevé, soit 263 M€ en 2025 contre 234 M€ un an plus tôt. Ce qui reflète « l'engagement continu en faveur de l'innovation, de l'excellence industrielle et du développement des capacités dans des segments à plus forte valeur ajoutée, soutenant ainsi son potentiel de croissance rentable à long terme » ■ O.D.

REFINAL SECOUÉE PAR LE MARCHÉ ET LA CONTESTATION LOCALE

Lomme. Malgré de lourds investissements pour réduire les nuisances, la fonderie d'aluminium recyclé s'est trouvée au cœur de la campagne des municipales. Sur fond de marché automobile en berne.

Refinal restera-t-elle durablement implantée au cœur de la métropole, à Lomme ? Malgré un métier d'économie circulaire très vertueux qui consiste à produire de l'aluminium à partir de matière recyclée, avec dix fois moins d'émissions de CO₂ que l'aluminium dit primaire, sa maison-mère le groupe Derichebourg Environnement s'interroge. Le premier sujet est la grande déprime du marché. Car le gros client de Refinal est l'industrie automobile (devant l'outillage, les radiateurs ou encore l'aéronautique), dont l'activité est elle-même au ralenti. Une situation qui a conduit le site nordiste, qui avait pourtant connu une grosse période de forte reprise post Covid, à mettre à l'arrêt deux de ses trois fours. Elle tourne désormais sur le troisième, rénové il y a moins de trois ans pour 2,5 M€. 40% des effectifs de l'entreprise, soit 50 personnes au total, ont été placés en chômage technique de longue durée en attendant un retour à meilleure fortune. Mais à cette ambiance déjà lourde, l'en-

treprise doit faire face à des mises en cause intenses, relayées jusque dans la récente campagne municipale. Le sujet ? Les nuisances d'un site industriel de 8 hectares implanté en plein cœur d'une métropole très urbanisée et dense. Avec son lot de poids lourds, d'activité poussiéreuse, parfois d'odeurs et de bruit. D'autant que l'usine tourne en 5 postes, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Pour y répondre, Refinal a investi 12 M€ en quatre ans, en pose de bardage phonique, en portes anti-bruit, dans un grand filtre industriel ou encore dans un nouveau bâtiment pour recouvrir une activité de chargement des « écumes », les scories de fusion. Et Refinal a même fait l'acquisition de bâtiments voisins pour préserver une zone supplémentaire. Mais ces mesures importantes ne suffisent pas.

« CETTE POLLUTION N'EST PAS DE NOTRE FAIT »

La mairie de Lomme a diligencé l'an dernier une étude sanitaire qui démontre la présence de traces de



REFINAL EN BREF

- Filiale de Derichebourg Environnement
- Effectif : 133 sur 3 sites
- CA 2025 : 200 M€
- Siège : Bruyères-sur-Oise
- Refinal Lomme : 55 salariés

dioxine et de furanes dans le sol du voisinage, et a même porté plainte contre X dans la foulée. « Nous ne remettons pas l'étude en cause, il y a une pollution réelle. Mais elle n'est pas de notre fait. Les dioxines et les furanes proviennent de la combustion de matières organiques, ce que nous ne faisons pas. Cette étude de la mairie a créé la peur », regrette Maximilien Burteau, directeur général de Refinal, qui rappelle l'existence d'un incinérateur de déchets ménagers dans le périmètre jusque dans les années 90, qui est bien plus susceptible d'avoir laissé un tel héritage. Cerise sur le gâteau, la MEL a prévu, dans son plan de développement des transports en commun, de faire passer une ligne de bus à haut niveau de service dans le périmètre du site. Un projet pour l'instant en attente, mais qui pourrait également perturber la vie de l'affinerie. Le groupe n'hésite plus à reconnaître que « des interrogations se posent en haut lieu sur l'avenir » désormais. ■ Olivier Ducuing



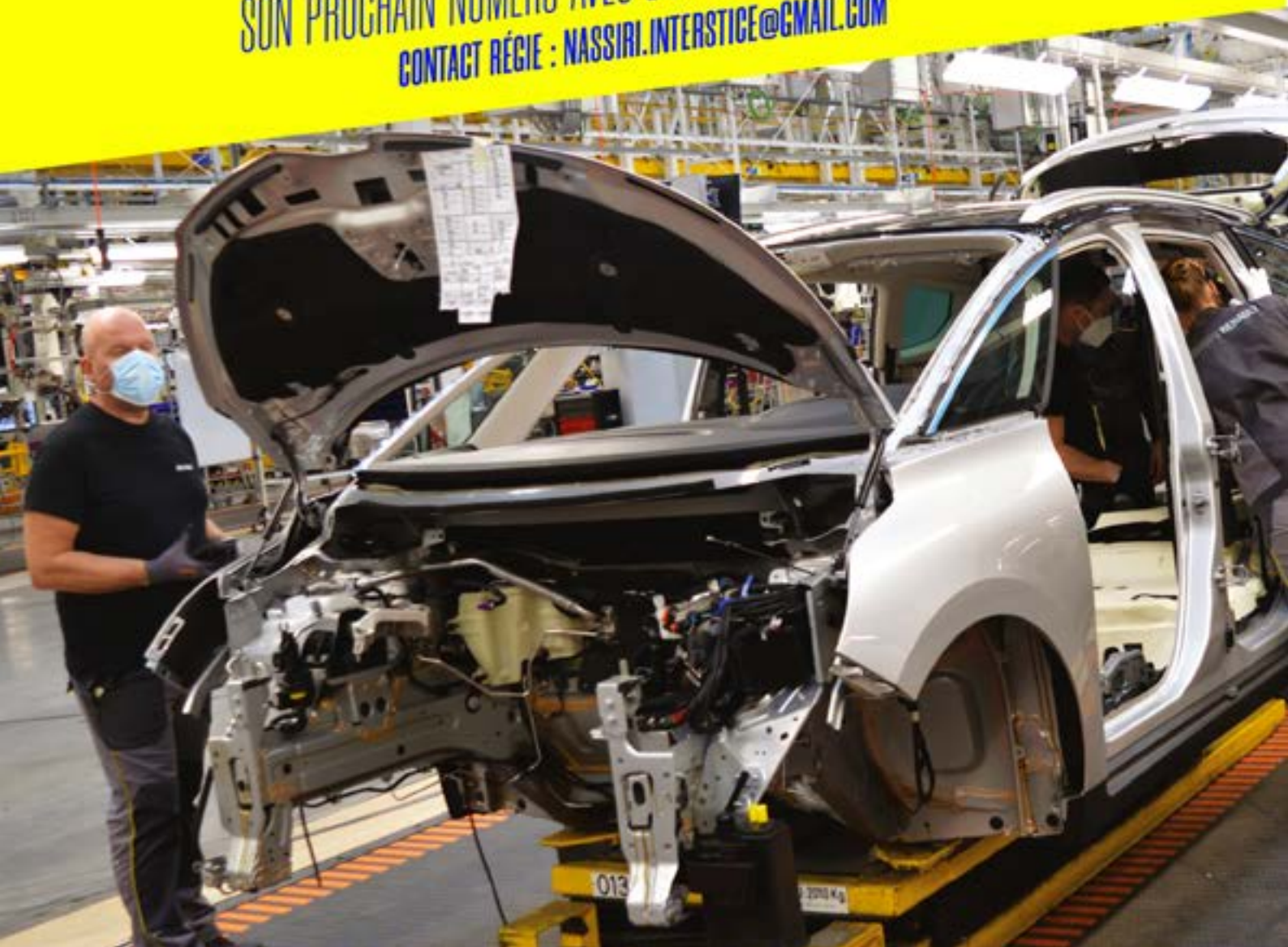
éco 121

PROCHAIN NUMÉRO

SPECIAL DOUVAISIS

ECO121 VOUS DONNE RENDEZ-VOUS POUR
SON PROCHAIN NUMÉRO AVEC L'ÉCONOMIE DU DOUVAISIS

CONTACT RÉGIE : NASSIRI.INTERSTICE@GMAIL.COM



PLANET VISE LA COUR DES GRANDS À HORIZON 5 ANS

LOMME. Depuis deux ans, le site vit une profonde transformation en un complexe indoor multi-activités moderne. Lancée cette année, une seconde phase de travaux devrait doper le chiffre d'affaires de 30%.

Avec ses 40 pistes, ne cherchez pas, c'est le plus gros bowling d'Europe. En 30 ans d'existence, Planet Bowling est devenu un incontournable de l'univers du loisir dans la métropole lilloise. Pour ne pas se laisser distancer sur un marché hautement concurrentiel, sa dirigeante Justine Rohart Becquart lui a concocté une cure de jouvence aux petits oignons. Celle-ci doit permettre à l'entreprise de Lomme de figurer parmi les leaders lillois de son secteur dans les cinq prochaines années. Et ce, en suivant un plan d'actions bien précis.

En 2024, soit l'année suivant l'arrivée de Justine Rohart Becquart à la tête de l'entreprise familiale (elle en était la directrice commerciale depuis 2018), Planet Bowling est devenu Planet. Une identité plus courte pour un concept élargi. Le site mono-activité s'est transformé en un complexe multi-loisirs. Intégrant une activité de réalité virtuelle, des salles de quizz, de karaoké ainsi qu'un espace d'action game (jeu d'aventure immersif).

2,4 M€ INVESTIS

En parallèle, Planet s'est digitalisé. Des bornes interactives ont été installées afin de fluidifier et optimiser l'expérience client, notamment pour la réservation des activités. Enfin, le complexe s'est équipé de salles de réunions et de formation pour adresser la clientèle professionnelle. Un vaste chantier pour lequel Justine Rohart Becquart a investi 1,6 M€. *« On avait fait le tour du concept de bowling. Nous devons nous adapter aux codes actuels de notre secteur et amorcer un virage franc »*, explique la jeune femme de 37 ans, qui a repris le flambeau des mains de son père. Résultat : avec sa cinquantaine de salariés, Planet a clôturé 2023 avec un chiffre d'affaires en progression à 6,5 M€, contre environ 5 M€ fin 2023.

« Et ce n'est pas fini ! », prévient la Pdg. Cette année, elle a donné son feu vert pour le lancement d'une seconde vague de travaux de modernisation. Notamment pour accueillir d'ici à cet été deux nouvelles activités, des pistes



de fléchettes et du shuffleboard, comprenez un jeu de palets américain. Un investissement plus modeste, compris entre 600 et 800 K€, mais non négligeable puisqu'il doit permettre à Planet d'accroître de 30% son chiffre d'affaires d'ici à 2029 ■ **Julie Kiavué**



VOXTRIA AU SECOURS DU SAMU

JACKY RENNO développe une solution d'aide à la décision pour prêter main forte aux régulateurs du Samu. Il espère contractualiser avec le service d'aide médicale du Pas-de-Calais d'ici fin mars.



« Je voulais développer une solution qui redonne du souffle ». En s'immergeant dans le quotidien des urgences courant 2022, Jacky Renno prend conscience de la charge mentale qui pèse sur les régulateurs du Samu qui répondent aux appels. « Ils ne sont pas médecins et sont censés trier des cas médicaux en quelques minutes », alerte l'entrepreneur nordiste de 53 ans. Il imagine alors un système d'intelligence artificielle pour les assister dans la prise en charge des patients. L'outil promet d'analyser le flux vocal en direct, tout en transcrivant la conversation, pour surligner les points importants et émettre des hypothèses de triage. Incubée à Eurasanté, sa start up Voxtria devrait franchir au printemps une étape décisive : la signature d'un premier contrat avec le Samu du Pas-de-Calais, pour poursuivre sa conception et espérer en attirer d'autres. Le fondateur ambitieux de tester sa solution en condi-

tions réelles, ce qu'il n'avait pas pu faire jusque-là. En raison de lenteurs administratives, mais aussi de deux ans de négociations, qui n'ont finalement pas abouti avec un précédent interlocuteur.

IA SOUVERAINE ET SÉCURISÉE

Qu'à cela ne tienne, Jacky Renno cultive un certain goût du risque. « Le médical, c'est le seul domaine dans lequel je n'avais jamais travaillé », confie cet expert en architecture des systèmes d'information passé par Capgemini ou Adeo, avant de créer une première société (Leansys) et de se spécialiser dans l'IA, en lançant Kantic Analytics. Une ESN qui accompagne industriels et retailers dans leurs problématiques liées à l'IA.

L'entrepreneur le sait, son nouveau marché est limité (la France ne compte qu'une centaine de Samu), déjà grignoté par la concurrence, comme la parisienne E-sensia qui a levé 1,5 M€

cet été. Mais lui revendique une intelligence artificielle souveraine française, en conformité avec le futur AI Act européen.

Jusque-là, Jacky Renno a investi 15 K€ en fonds propres, avec le concours de son associé, bénéficié d'un crédit de 10 K€ accordé par OVH et a pu compter sur l'expérience et les résultats acquis par Kantic. Celle-ci emploie 10 salariés à Villeneuve d'Ascq et vise 1,5 M€ de chiffre d'affaires fin 2026.

En avril dernier, Voxtria a décroché la bourse French Tech Emergence de Bpifrance (90 K€). Une garantie, selon l'entrepreneur, pour les organismes prêteurs qu'il entend solliciter, une fois le premier Samu engagé dans l'aventure.

Et après ? Voxtria convoite 40% du marché d'ici quatre ans, soit 1,5 M€ de chiffre d'affaires. A terme, la société envisage d'utiliser sa technologie pour courtiser les SDIS et les cliniques privées ■ **Jonathan Blanchet**

VOXTRIA A DÉCROCHÉ
LA BOURSE FRENCH TECH
EMERGENCE DE BPIFRANCE

Accompagner les **entrepreneurs** après la **liquidation judiciaire**.

Une **dynamique nationale** ancrée **localement** au service
de **tous les entrepreneurs**.

1500 Entrepreneurs accompagnés en France en 2025

400 Entrepreneurs accompagnés dans les Hauts-de-France

88% Rebondissent en moins de 2 ans !



Des **partenariats forts** avec les
acteurs économiques de la région



Une **méthode** et des **outils**
adaptés mis en place localement

Pour profiter d'un
accompagnement personnalisé,
contactez-nous :

07 87 06 90 54



hautsdefrance
@60000rebonds.com



MAIN FORTE ET ENSOVO À L'UNISSON POUR L'INSERTION

TEXTE JULIE KIAVUÉ

Le chômage n'est pas une fatalité. De cette conviction est né le transporteur Main Forte, en 1995, à Loison-sous-Lens. Sous la houlette de deux ouvriers, au chômage, suite à la fermeture des mines de charbon. Trente ans plus tard, l'entreprise dirigée par Elisabeth Dargent et Michel Derville est présente à Harnes, Saint-André-lez-Lille, Lomme ainsi qu'à Marseille. Un périmètre qui lui permet de travailler avec des clients historiques - La Poste, Norauto entre autres - et, depuis peu, pour de grands noms du BTP (Bouygues Construction, Eiffage...) à travers la logistique de chantier, une nouvelle activité. Depuis sa création, Main Forte a soutenu plus de 2 000 personnes

Historiquement engagés pour l'insertion, les deux acteurs du transport et de la logistique s'appêtent à se rapprocher pour renforcer leur impact social en région. Le nouvel ensemble pèserait 220 salariés.

MAIN FORTE EN BREF
ACTIVITÉ : TRANSPORT
SIÈGE : HARNES
EN 2024 :
147 PERSONNES
ACCOMPAGNÉES
5,8 M€ DE CA
5 000 M2 D'ENTRÊPÔTS

dans leur parcours d'insertion par l'activité économique (IAE) avec un large socle de formation aux compétences techniques (conducteurs poids lourds, de camionnettes, logistique) et de savoir-être. L'objectif étant de leur donner toutes les clés, au bout de deux ans maximum, pour rebondir et trouver un emploi durable. « Notre taux d'insertion est com-

pris entre 70 et 75% », souligne Elisabeth Dargent, à la tête de l'entreprise depuis 2007 et d'une centaine de salariés pour 6 M€ de chiffre d'affaires. « Les demandes d'insertion professionnelle se sont intensifiées au fil des années, et continueront sur cette tendance à l'avenir », projette la dirigeante.

Dans cette perspective, des alliances peuvent être particulièrement vertueuses. Pour Frédéric Gérard, c'est une certitude. Cet ancien directeur général d'IDLog, filiale logistique d'IDGroup, préside le logisticien hémiois Ensovo. Tout comme Main Forte, il est engagé dans l'insertion depuis sa création en 2006. À date,





elle a participé à la réinsertion de plus de 1 000 personnes. « Avec Main Forte, nous avons des métiers complémentaires. Nous serons plus forts ensemble, il y a des choses à faire », estime le patron. L'an dernier, son entreprise a réalisé 7 M€ de chiffre d'affaires avec 120 personnes au sein d'entrepôts logistiques à Hem et à Tourcoing. Dans lesquels elle traite des colis d'entreprises des secteurs du commerce, du retail, de l'industrie ou encore du textile. Comme Happywool (Phildar)... dont l'ancien patron, Eric Vandendriessche, préside le conseil stratégique d'Ensovo et Main Forte.

FIANÇAILLES

Ensemble, Elisabeth Dargent et Frédéric Gérard entendent renforcer leur action en région Hauts-de-

France. Au-delà de l'engagement et de la responsabilité sociale, les deux dirigeants prévoient également un élargissement de leur catalogue de prestations, un gain d'agilité au quotidien, mais surtout une mutualisation de leurs coûts. Des coûts soumis, année après année, à la pression des coupes budgétaires de l'Etat. « Contrairement à ce que pensent certains, disposer de postes subventionnés est une contrainte supplémentaire », lance Elisabeth Dargent. Rejointe par Frédéric Gérard : « Contrainte avec laquelle on doit trouver un équilibre économique quasi-quotidien. Et ce, sans rogner sur la qualité de nos services auprès de nos clients ». Car même si ces derniers regardent Main Forte et Ensovo « avec bienveillance », poursuit Elisabeth Dargent, « ils ont à

notre égard le même niveau d'exigence qu'avec nos concurrents, et tant mieux ! »

Pour l'heure, Ensovo et Main Forte sont encore en période de fiançailles. La date du mariage n'est pas encore fixée. Le rapprochement s'opère, doucement mais sûrement, dans les services, notamment au niveau commercial ou encore de la formation. Avant de remonter la pyramide et donner officiellement naissance à une nouvelle structure juridique. Une fois créée, cette dernière représenterait pas moins de 220 salariés dont environ 130 en insertion chaque année ■

ENSOVO EN BREF

ACTIVITÉ : LOGISTIQUE
SIÈGE : HEM
EN 2024 :
151 PERSONNES
ACCOMPAGNÉES
7,7 M€ DE CA
28 000 M2 D'ENTRÊPÔTS



QUAND L'ENTREPRENEURIAT NOURRIT L'ENTREPRENEURIAT... DEPUIS 40 ANS

Le Réseau Entreprendre Nord (dites REN) célèbre cette année quatre décennies d'accompagnement mutuel entre dirigeants, au service de l'emploi. Un modèle unique, né à Roubaix, qui a aujourd'hui pris racine à l'international.

« Pour créer des emplois, créons des employeurs ». En lançant cette maxime en 1986, André Mulliez était sans doute loin de s'imaginer l'impact qu'elle aurait 40 ans plus tard. En pleine crise industrielle textile, le patron de Phildar taille dans le vif. Le spécialiste du fil à tricoter est amputé de plusieurs centaines d'emplois. Un épisode douloureux pour le

territoire qu'André Mulliez décide de transformer en dynamique entrepreneuriale, cristallisée par la création de Réseau Entreprendre. Qui de mieux que des chefs d'entre-

prise pour accompagner, à titre gracieux, d'autres chefs d'entreprise à créer et développer l'économie locale ? Le principe est inédit. La première promotion est créée en 1987. Elle comp-

Atelier d'échanges entre les lauréats 2025 et des membres du réseau





**“À 5 ANS,
LE TAUX DE SURVIE
DE NOS ENTREPRISES
LAURÉATES ATTEINT
LES 95%”
RICHARD DEGEZELLE**

tera parmi ses 15 lauréats Abdallah Asse (Prosyst à Templemars), Jacques Decool (Itera à Gondrecourt), Philippe Paultier (Fertim Dauphine à Marquillies) ou encore Franck Tiberghien (groupe Delcourt à Hem).

1ER RÉSEAU PRIVÉ D'EUROPE

Dix ans plus tard, l'initiative roubaisienne devient la Fédération Réseau Entreprendre. Aujourd'hui, l'association reconnue d'utilité publique

est présente dans 65 territoires (5 en région) en France et dans 10 autres pays, au Chili, dans les Dom, au Maroc, en Espagne, en Italie... Avec ses 15 000 chefs d'entreprises membres, le Réseau Entreprendre est de loin le premier réseau privé d'accompagnement entrepreneurial d'Europe. Rien que ça !

A son échelle, depuis sa création, le Réseau Entreprendre Nord s'est bâti une communauté de 500 dirigeants lillois bénévoles. Il a accompagné plus de 1 000 lauréats par des mises en relation stratégiques, du mentoring ou des ateliers, mais aussi financièrement via des prêts d'honneurs. Avec 36 M€ investis au total, l'association nordiste a participé à la création ou la sauvegarde de 28 700 emplois. « À 5 ans, le taux de survie de nos entreprises lauréates atteint les 95% », indique Richard Degezelle, directeur du Réseau Entreprendre Nord, basé à Villeneuve d'Ascq.

DÉSINTÉRESSÉ

La clé de la réussite ? « Être constamment dans le vrai, la réalité du quotidien d'un dirigeant de Pme », répond le patron, avant de compléter : « C'est

aussi notre regard désintéressé. On n'a rien à vendre ! Nos membres échangent, partagent leur expérience, leur expertise, leurs réussites tout comme leurs échecs pour éviter à d'autres de reproduire les mêmes erreurs ». L'association nordiste, financée à 95% par ses membres, se veut un terreau fertile au service de « l'audace individuelle », et non un réseau de l'entre-soi.

Elle assure jouer davantage « collectif ». Sur près de 200 événements qu'elle organise chaque année, certains sont co-organisés avec d'autres structures régionales. Comme l'association 60 000 Rebonds, l'incubateur Spark Innovation ou encore le réseau Little Big Women, dédié à l'entrepreneuriat féminin. En parallèle, l'équipe du « REN » dit passer plus de 500 heures par an dans l'écosystème, « lors de soirées, en participant au jury de concours, en représentation aux côtés de Hodefi, Bpi... », détaille Richard Degezelle. Objectif : entretenir le lien avec les membres. Et surtout, « être partout pour maintenir le réflexe Réseau Entreprendre Nord ». Pour, qui sait, les 40 prochaines années ■ **Julie Kiavué**

Réseau Entreprendre en chiffres

Dans le Nord

**Créé en 1986
à Roubaix**

**Plus de 1 000
lauréats
accompagnés**

**28 700 emplois
créés ou
sauvegardés**

**36 M€ de prêts
d'honneur**

**500 dirigeants
bénévoles**

En région

**Réseau Entreprendre
compte 4 autres
associations :**

- Côte d'Opale
- Hainaut
- Artois
- Picardie

KPMG et Nord France Invest ont réalisé entre avril et septembre 2025 une enquête qualitative auprès de douze entreprises à capitaux étrangers basées en région, pour analyser leur impact sur le territoire. Tout au long de l'année, Eco121 publiera les témoignages de ces entreprises pour en décrypter le modèle de développement et d'interaction territoriale. Aujourd'hui, focus sur Minth Electricity Technology à Douai et son unité de fabrication de caissons pour batteries.

Un partenariat
KPMG

NORD FRANCE INVEST
HAUTS-DE-FRANCE REGION

éco 121

MINTH APORTE UNE BRIQUE CHINOISE À LA VALLÉE DE LA BATTERIE

Pas de batteries pour voiture électrique sans caisson de batterie. Cette compétence n'existait pas en France, et c'est tout l'objet de l'usine Minth Electricity Technology qui a posé ses valises à Ruitz en 2023. Il s'agit d'une alliance entre Minth Group, majoritaire, et le pôle électrique de Renault, son principal client, à commencer par l'équipement de la R5 électrique réalisée dans son usine voisine à Douai. Le choix de la région s'est imposé par la présence de Renault bien sûr, mais aussi de celles des premières gigafactories françaises, créant dans notre région une masse critique propre à nourrir tout un écosystème. Minth a aussi reçu des aides de l'Etat à travers le plan France 2030. Mais Jones Ge, CEO de Minth Electricity Technologies relève aussi l'accompagnement très présent des différentes structures régionales : « *les services du développement économique de l'agglomération de Béthune (CABBALR) a même mis à notre disposition une personne dédiée la première année, qui nous a accompagnés pratiquement chaque jour pour tous nos besoins, depuis la location des logements jusqu'aux démarches administratives* ».

HYBRIDATION DES PRATIQUES RH

En trois ans seulement, Minth Electricity Technology a déjà passé la surmultipliée. La montée en cadence est rapide avec une rentabilité atteinte dès la première année. Le chiffre d'affaires a plus que doublé entre 2024 et 2025 pour atteindre 80 M€, et des perspectives d'expansion du site sont déjà à l'étude. « *Notre fondateur est très satisfait des performances actuelles. Le site se distingue de nos autres implantations en Allemagne, Pologne ou République tchèque par sa rentabilité rapide et son alignement avec les objectifs environnementaux* », se réjouit Jones Ge. Les effectifs dépassent désormais les 175 collaborateurs. Minth s'est tournée naturellement vers les ressources du territoire comme l'IMT-Douai mais aussi



l'Institution Saint-Jean pour former des profils adaptés aux besoins industriels spécifiques de l'entreprise. Celle-ci joue aussi de sa double culture franco-asiatique comme d'un levier managérial. « *Notre stratégie RH s'inscrit dans une logique internationale. Le site agit comme un pont entre les hauts standards chinois et les exigences du tissu industriel européen* », précise le directeur qui rappelle la formule du fondateur du groupe Minth Chin Jong Hwa : « *si les salariés se sentent bien, alors le business suivra* ». Comme pour confirmer cette prédiction, Minth Electricity Technology vient

MINTH EN BREF

Création : 2023
Co entreprise Minth Group (70%) et Ampère ElectricCity (30%)
Effectif : 175 fin 2025
CA 2025 : 80 M€
(35 M€ un an plus tôt)

Minth Group
Équipementier automobile
27 367 salariés
78 usines dans 14 pays
Coté à la bourse de Hong-Kong

d'annoncer un projet de fabrication de pièces plastiques peintes (becquets et boucliers) pour de futurs véhicules de Renault Group. Situé à Lillers (Pas-de-Calais), ce nouvel investissement devrait générer plus de 170 emplois directs à l'horizon 2028. L'aventure ne fait que commencer ■



Le programme « Overall Wellness »

Minth Electricity Technology a développé sur son site un programme dévolu au bien-être de ses salariés. Baptisé Overall Wellness, il se décline à travers des événements comme des matchs de football, des journées familles, ou encore des célébrations culturelles tel le Dragon Boat Festival, afin de cultiver l'interculturalité.

Lundi matin, 9h. Votre directeur commercial veut des objectifs plus hauts, plus vite. Votre DRH plaide pour «prendre soin des équipes d'abord». Votre responsable de production attend juste qu'on lui fiche la paix pour faire son travail.

« On est à la même table, dans la même entreprise mais sur 3 planètes différentes ! »

Ce n'est pas un problème de personnalités difficiles. C'est un problème de « logiciels internes » incompatibles. La Spirale Dynamique — développée par le psychologue Clare Graves — l'explique clairement : dans toute organisation cohabitent plusieurs systèmes de valeurs. Certains cherchent la stabilité et les règles. D'autres veulent performer et innover. D'autres encore ne jurent que par le collectif. Aucun n'a tort. Mais sans traducteur, ils se parasitent mutuellement — et vous perdez une énergie folle à arbitrer des conflits qui ne devraient pas exister. D'autres outils éclairent ces dynamiques avec une précision redoutable. Le DISC cartographie les comportements naturels de vos collaborateurs

CÉDRIC POZNIAK

CONSULTANT ASSOCIÉ ET COACH PROFESSIONNEL

VOS ÉQUIPES NE SONT PAS INCOMPÉTENTES. ELLES SONT INCOMPATIBLES.

sous pression : celui qui fonce, celui qui structure, celui qui fédère, celui qui analyse.

Le MBTI révèle comment chacun prend ses décisions et traite l'information.

Les Forces Motrices, elles, vont plus loin encore : elles montrent ce qui motive profondément un individu, ce qui le fait se lever le matin (ou le pousse à claquer la porte).

Utilisés ensemble, ces outils transforment ce que vous croyiez être des problèmes de personnes en véritables leviers de management.

Résultat sans ces clés de lecture ? Vos meilleurs éléments partent au bout de dix-huit mois. Vos réunions tournent en rond. Vos projets de transformation patinent. Pas parce

que votre stratégie est mauvaise. Parce que personne ne parle vraiment la même langue. Et pendant ce temps, vous recrutez, vous formez, vous réorganisez — sans jamais traiter la vraie cause.

Alors avant d'investir dans une nouvelle restructuration ou un séminaire de cohésion au ski, posez-vous une seule question : est-ce que je comprends vraiment ce qui anime (ou divise) mes équipes ?

Parce que quand on est dans le bocal, on ne voit plus l'eau. Et parfois, il suffit d'un regard extérieur pour voir ce que vous ne pouvez plus voir (ou ne voulez pas voir) — et débloquent ce que vous pensiez figé pour toujours.

Les meilleurs dirigeants ne managent pas mieux que les autres. Ils s'entourent pour voir mieux, y compris de l'autre côté du bocal ! ■



“QUAND ON EST DANS LE BOCAL, ON NE VOIT PLUS L'EAU”

Dans un climat économique mondial incertain, les opérations de fusion-acquisition, bien qu'en regain par rapport à 2025, restent fragiles et sélectives, soumises à des processus d'audit d'acquisition extensifs. Alors que les valorisations se resserrent et que les acquéreurs exigent une transparence renforcée, l'entreprise qui se prépare à accueillir un nouvel associé doit aborder ce chantier stratégique bien en amont du processus transactionnel et anticiper les enjeux clés de la transaction.

Anticiper la structuration juridique et fiscale du périmètre cédé :

L'anticipation des impacts fiscaux — tant pour le cédant que pour l'acquéreur — est déterminante. L'examen des structures et des actifs à céder permet d'optimiser les conditions de cession pouvant impliquer une simplification de la structure juridique et la réalisation de réorganisations préalables ciblées. Au-delà de la structuration, le dirigeant doit s'assurer que l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de conformité réglementaire, et que les aspects juridiques, fiscaux, sociaux ou EHS sont maîtrisés. Toute problématique peut avoir un impact direct sur les

DELPHINE CAPELLI, BORIS GUEUDIN

XAVIER LEMARECHAL

EXPERTS FUSIONS-ACQUISITIONS (MGA), KPMG

CESSION D'ENTREPRISE ET OUVERTURE DE CAPITAL : L'ANTICIPATION COMME LEVIER DE CRÉATION DE VALEUR

garanties demandées par l'acquéreur potentiel, sur la valorisation de l'entreprise, voire même remettre en question la transaction elle-même. L'anticipation par le vendeur des *due diligences*, menées par les acquéreurs et/ou investisseurs potentiels, permet de mettre en place des mesures correctives en amont du processus de cession et de démontrer la maturité de l'entreprise.

Anticiper la qualité de l'information financière :

L'entreprise doit présenter une information financière fiable, claire et robuste, en ligne avec les attentes d'un investisseur en matière d'historique et de profondeur d'analyse. Cela implique une fiabilisation des indicateurs clés et, souvent, la réalisation

d'analyses *ad hoc* non suivies par la gestion. Les investisseurs scrutent la concentration ou la récurrence des revenus, l'évolution et la cohérence des marges, les besoins d'investissement ou encore la maîtrise du BFR et de la trésorerie.

L'information financière doit également permettre de clarifier le récit stratégique. L'entreprise doit être en mesure d'expliquer sa trajectoire, ses leviers de croissance et la crédibilité de son business plan.

Enfin, l'anticipation de ces analyses peut aussi permettre d'identifier les sujets de valorisation de l'entreprise en amont du processus et ainsi offrir aux dirigeants l'opportunité de mettre en place des initiatives d'amélioration de la performance.

Dans un marché exigeant, anticiper la préparation à une cession ou à une ouverture de capital est devenu un impératif pour maximiser

les chances de réussite du projet et sécuriser la valeur de l'entreprise ■



“L'INFORMATION FINANCIÈRE DOIT ÉGALEMENT PERMETTRE DE CLARIFIER LE RÉCIT STRATÉGIQUE.”

IMMOBILIER D'EXPLOITATION : OPTIMISEZ LA DÉTENTION, SÉCURISEZ LA TRANSMISSION

ADRIEN MARCHANDISE

RESPONSABLE DE L'INGÉNÉRIE PATRIMONIALE

Acquérir l'immobilier dans lequel l'activité professionnelle est exercée assure la stabilité du lieu d'exploitation, et donc de l'activité. Encore faut-il choisir le bon mode de détention, en anticipant les conséquences juridiques et fiscales, tant pour l'entreprise que pour le patrimoine du dirigeant.

LES PIÈCES À ÉVITER

Des schémas en apparence simples peuvent s'avérer des impasses. Si le premier réflexe est de mobiliser la capacité d'apport et d'endettement de la société d'exploitation, la détention à son bilan est source de difficultés : en cas de procédure collective, l'immobilier est exposé aux créanciers ; cela alourdit le bilan, réduisant la capacité d'investissement et rendant plus difficile une future cession de l'activité ; un acquéreur s'intéresse avant tout à l'outil de production et à sa rentabilité, et perçoit l'immobilier comme un actif qui alourdit le prix de cession. Si l'acquisition en direct par le chef d'entreprise offre une meilleure sécurité juridique et patrimoniale, elle implique une imposition des loyers perçus aux revenus fonciers, fiscalité pénalisante pendant la durée de l'emprunt. Et en cas de succession, l'actif peut être soumis au régime de l'indivision, dont les contraintes de gestion peuvent peser sur les héritiers.

L'IMMOBILIER DÉTENU AU TRAVERS D'UNE SCI, SOURCE D'OPTIMISATION

La SCI est un schéma classique de détention patrimoniale, aux avantages nombreux.

Elle permet, en y associant une holding par exemple, de mobiliser apport et capacité d'endettement de la société d'exploitation, tout en dissociant l'immobilier de l'activité opérationnelle. La holding peut effectuer des apports en compte courant d'associé, sécurisés par une convention de trésorerie afin d'éviter tout risque de confusion des patrimoines.

La transmission sera alors optimisée, portant sur les parts de la SCI, éven-



tuellement démembrées, et non plus sur l'actif en direct. Ce qui permet d'aménager les relations entre usufruitiers et nus-propriétaires, tout en organisant la gouvernance familiale via des statuts adaptés. Avec un impact réel sur les droits de donation, la valeur pouvant être minorée par le passif. Au plan fiscal, la SCI relève par défaut de l'impôt sur le revenu (IR), avec option possible pour l'impôt sur les sociétés (IS), le cas le plus courant. Il permet notamment la déductibilité des frais d'acquisition et des amortissements et une imposition généralement plus faible. En contrepartie d'une fiscalité plus lourde en cas de revente du bien en comparaison d'une structure à l'IR (régime des plus-values professionnelles vs plus-values immobilières).

OPTIMISER LA DÉTENTION AU TRAVERS D'UNE SOCIÉTÉ PAR LE DÉMEMBREMENT

Certaines structurations permettent de cumuler les avantages de l'IS en phase d'exploitation et ceux des plus-values immobilières des particuliers à la revente, via un démembrement temporaire, le plus souvent des parts de la société détentrice de l'immeuble, non assujettie à l'IS.

L'usufruit temporaire est généralement acquis par la holding à l'IS. C'est

elle qui percevra les revenus, mais surtout qui bénéficiera des amortissements sur le bien et des déductions de charges.

La nue-propiété des parts est quant à elle détenue par le dirigeant. Pendant la durée du démembrement, il ne perçoit aucun revenu et n'est donc pas fiscalisé. A l'extinction de l'usufruit, il récupère la pleine propriété. En cas de vente ultérieure, le régime plus favorable des plus-values des particuliers s'appliquera.

Ces montages doivent répondre à un véritable intérêt économique pour la société usufruitière, et être mis en place avec l'appui de conseils expérimentés, pour éviter notamment tout risque d'acte anormal de gestion.



"DES SCHÉMAS EN APPARENCE SIMPLES PEUVENT S'AVÉRER DES IMPASSES"

L'EXTERNALISATION DU BIEN : UNE STRATÉGIE NON DÉNUÉE DE SENS

Si l'immobilier est déjà dans la société d'exploitation, tout n'est pas perdu. L'extraire est un acte de gestion stratégique pour sécuriser l'actif ou préparer une cession. Le premier réflexe sera de procéder à un rachat à soi-même. Mais d'autres techniques peuvent s'avérer plus efficaces comme l'attribution en remboursement d'un compte courant d'associé ou la distribution de dividendes en nature.

ONDINE PRÉVOTEAU

AVOCATE ASSOCIÉE DROIT IMMOBILIER & GESTION IMMOBILIÈRE BIGNON LEBRAY

**RÉENCHANTER PAR LA MIXITÉ D'USAGE,
LE DROIT À L'ÉPREUVE DE LA RECONVERSION**

Crise du logement, friches tertiaires, financements contraints : les professionnels de l'immobilier mesurent l'ampleur de l'inadéquation du parc aux exigences actuelles : mixité d'usages, villes végétalisées, biodiversité, performance énergétique dopée aux énergies vertes.

Les idées foisonnent pour mettre en œuvre cet angle nouveau d'appropriation du foncier.

Au cœur de Paris, l'ancien siège de l'AP-HP devient un îlot mixte combinant 6 200 m² de logements, 16 400 m² de bureaux et 4 400 m² de commerces et services, dont 1 000 m² dédiés à l'économie sociale et solidaire. Dans le Nord, Linkcity se fait cordonnier pour réhabiliter la « botte d'Euralille » autour de cette même idée de mixité salvatrice pour l'avenir : bureaux, hôtel, restaurant panoramique avec vue sur les Monts de Flandre, le tout posé sur le hall de Lille Europe avec un souhait d'ouverture aux habitants 24h/24 et 7j/7.

Pour avancer utilement, un dialogue constant s'impose entre aménageurs, collectivités, riverains, investisseurs et juristes, afin de sécuriser les montages et d'anticiper les risques.

Mais l'audace doit se frayer un chemin dans un cadre juridique plus rigide que l'imagination qui l'inspire. Permis multi-destination, divisions en volumes et affectations multiples, règlements de copropriété à tiroirs, articulation entre ERP et code du travail, servitudes en cascade, clés de répartition des charges variables : les instruments juridiques doivent évoluer.

Or le droit n'est pas toujours aussi souple que l'esprit des concepteurs : de nombreuses règles impératives s'imposent, exigeant imagination, capacité d'adaptation et patience pour obtenir les décisions ou réformes affinant

et confirmant les analyses.

Ce décalage n'est pas nouveau : la pratique précède souvent le droit, et l'innovation pousse la norme à évoluer. Notre expérience s'enrichit continuellement des initiatives de nos clients, qu'il s'agisse de reconversions ambitieuses, d'expérimentations de mixité fonctionnelle ou d'initiatives de résilience climatique. Les professionnels qui sauront traduire l'innovation urbaine en solutions juridiques pragmatiques et sécurisées capteront les investissements et piloteront la transition du parc bâti vers des usages résilients et rentables. Les professionnels du droit sont quant à eux en « chantier permanent » : chaque projet renouvelle les questions et redéfinit les réponses ■



"UN DIALOGUE CONSTANT S'IMPOSE ENTRE AMÉNAGEURS, COLLECTIVITÉS, RIVERAINS, INVESTISSEURS ET JURISTES, AFIN DE SÉCURISER LES MONTAGES"

BRUNO PLATEL

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

**L'ÉVALUATION PAR LES SOFT SKILLS
SOUS CONTRÔLE DU JUGE**

Le code du travail reconnaît à l'entreprise le pouvoir d'évaluer les salariés tout en définissant des limites. Selon l'article L1222-3 du code du travail, les méthodes et techniques d'évaluation des salariés doivent être pertinentes au regard de la finalité poursuivie.

Le Conseil de Prud'hommes est régulièrement saisi de la valeur probante de l'entretien d'évaluation invoqué notamment au soutien d'un licenciement pour insuffisance professionnelle ou en cas de licenciement économique au titre des critères d'ordre des licenciements qui incluent notamment celui des qualités professionnelles. L'entrée en vigueur prochaine de la directive transparence salariale va également conduire à renforcer l'importance de l'entretien d'évaluation comme support de justification d'éventuels écarts de rémunération.

Très souvent sollicité dans le cadre de contentieux individuels, le juge judiciaire est moins souvent saisi d'une mise en cause de la méthode d'évaluation des salariés, dont les critères doivent être précis, objectivement mesurables et pertinents.

La société en cause s'était vu interdire

par le Tribunal Judiciaire puis la cour d'Appel le droit d'utiliser son dispositif d'évaluation. Était contestée l'utilisation de critères et de sous critères comportementaux mobilisant notamment les notions « d'optimisme », « d'honnêteté » et de « bon sens », utilisées sous les items « engagement » et « avec simplicité ».

Au soutien de son pourvoi, la société soutenait notamment que ces critères, qui étaient selon elle secondaires dans l'évaluation globale, permettaient d'apprécier la contribution du salarié, au regard de ses facultés d'adaptation, son aptitude à s'intégrer dans une équipe ou à l'animer, ainsi qu'à son potentiel d'évolution vers d'autres emplois dans l'entreprise soutenant que l'évaluation dudit salarié peut porter sur les éléments de sa personnalité.

Dans un arrêt rendu le 15 octobre 2025, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par l'entreprise en considérant notamment que les critères d'évaluation retenus étaient trop vagues et imprécis pour établir un lien direct, suffisant et nécessaire avec l'activité des salariés en vue de

l'appréciation de leurs compétences au travail.

Une première lecture de cette décision pourrait légitimement interroger sur les raisons pour lesquelles les critères comportementaux ne pourraient pas être inclus dans une évaluation des salariés, l'évolution des métiers et des organisations ne permettant pas d'apprécier la performance du salarié sous le seul prisme des compétences techniques.

Il ne saurait être déduit de cet arrêt l'interdiction générale d'inclure les soft skills dans les grilles d'évaluation mais la nécessité de définir avec précision chaque critère utilisé et les moyens objectifs de le valoriser pour chaque salarié ■





LA RONDE DES HEURES

Le Château de Chantilly fera galoper l'imaginaire avec Kalendae, un spectacle équestre féerique inspiré des Très Riches Heures du duc de Berry. Sous le grand dôme, chevaux, écuyères, acrobates et chanteuse composent une fresque vivante où dragons, zodiaque et scènes paysannes surgissent en pleine lumière. Un voyage sensoriel et spectaculaire au cœur d'un Moyen Âge réinventé. A découvrir jusqu'au 28 juin.

Programme et billetterie sur www.chateaudechantilly.fr
Séance d'1 heure à partir de 14h30



© D.R.

NUITS LUMINEUSES

Le Video Mapping Festival métamorphose monuments et centres-villes en fresques numériques spectaculaires. Jusqu'à cet automne, artistes internationaux et créations immersives dialoguent avec l'architecture régionale. Une expérience visuelle immersive, à la croisée de l'art, de la technologie et du patrimoine.

Week-end d'ouverture : 10 et 11 avril
Programme sur www.videomappingfestival.com
03 20 53 24 84



PRÉNOM EXPLOSIF

La comédie à succès Le Prénom s'invite au Grand Théâtre de Calais pour une soirée de théâtre aussi drôle que mordante. Derrière un simple choix de prénom, les certitudes vacillent et les masques tombent. Un classique moderne au tempo redoutablement efficace, signé Éric Laugérias.

Samedi 23 mai à 20h30
Tarif : Dès 17€
www.spectacle-gtgp.calais.fr – 03 21 46 66 00



ESPRIT ART DÉCO

Le Printemps de l'Art Déco célèbre l'élégance des années 1920-1930 à travers toute la région. Visites guidées, ouvertures exceptionnelles, conférences et parcours architecturaux mettent en lumière façades, villas et hôtels de ville emblématiques. Un rendez-vous raffiné pour amateurs de patrimoine, de design et d'histoire urbaine.

Jusqu'au 31 mai
Programmation et information sur
www.printempsartdeco.fr

© D.R.

ART SANS FRONTIÈRES

Au Frac Grand Large Hauts-de-France, Musées Hors Frontières propose un dialogue inédit entre œuvres contemporaines et collections européennes autour des notions de mobilité et de récit muséal. Installations, performances et pièces historiques s'entrelacent dans une scénographie ambitieuse, interrogeant ce que signifie « musée » aujourd'hui. Une exposition exigeante et ouverte.

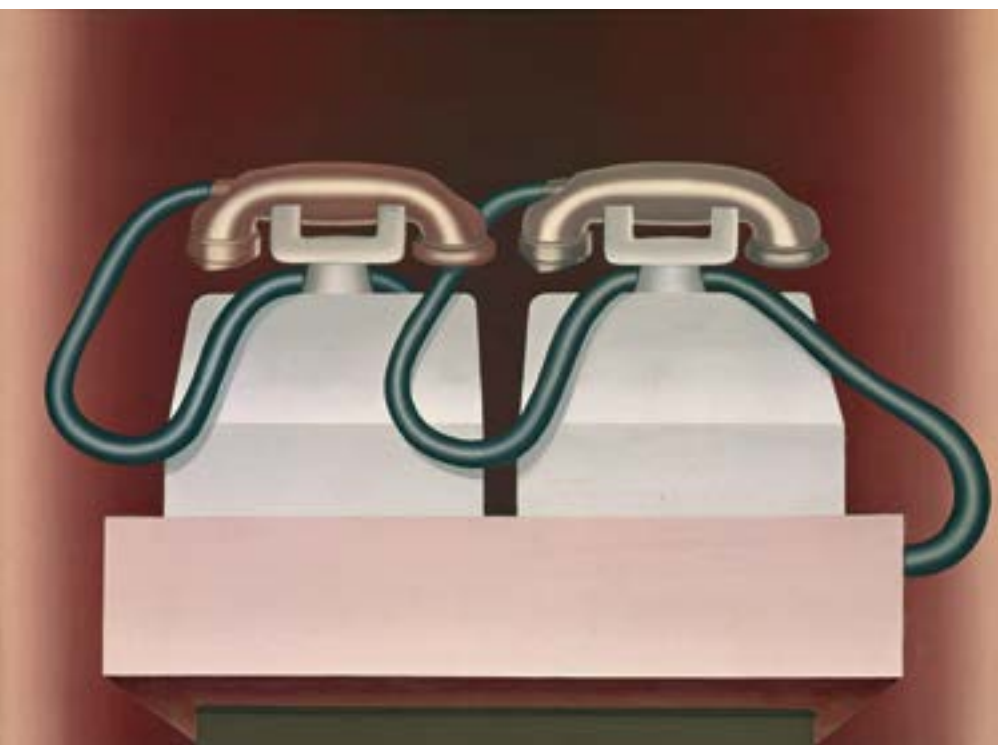
Jusqu'au 30 août. Du mer. au dim. de 14h à 18h
Tarif : 8€
www.fracgrandlarge-hdf.fr – 03 28 65 84 20



EN FAMILLES

Jusqu'en juillet, Portraits de familles réunit le Labo148 et le photographe Julien Pitinome autour d'une exploration sensible du quartier du Pile à Roubaix. À travers des images intimes et contemporaines, le projet interroge ce que « faire famille » signifie aujourd'hui, entre ruralité et urbanité. Une expo visible à La Condition Publique, en partenariat avec l'Institut pour la photographie.

Tous les jours jusqu'au 28 juillet
www.laconditionpublique.com –
 03 28 33 48 33



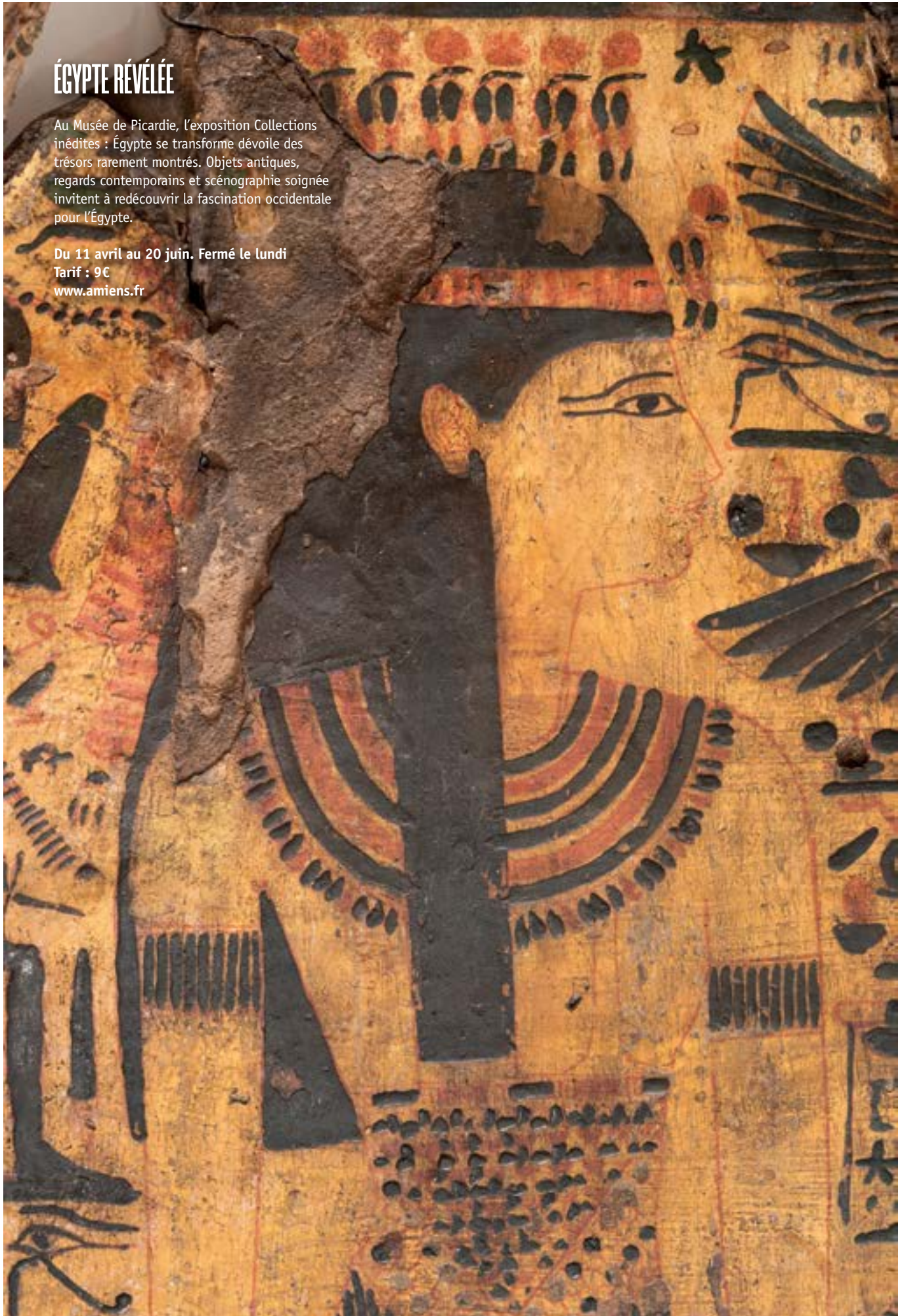
ÉGYPTE RÉVÉLÉE

Au Musée de Picardie, l'exposition Collections inédites : Égypte se transforme dévoile des trésors rarement montrés. Objets antiques, regards contemporains et scénographie soignée invitent à redécouvrir la fascination occidentale pour l'Égypte.

Du 11 avril au 20 juin. Fermé le lundi

Tarif : 9€

www.amiens.fr



RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS D'ÉCO121!



N°128

N°129

N°130



N°131

N°132

N°133

N°134

N°135

N°136

N°137



N°138

N°139

N°140

N°141

N°142

N°143

N°144



N°145

N°146

N°147

N°148

N°149

N°150

N°151



N°152

N°153

N°154

N°155

N°156

N°157

N°158

Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- | | | | | | |
|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 | <input type="checkbox"/> n°123 | <input type="checkbox"/> n°132 | <input type="checkbox"/> n°141 | <input type="checkbox"/> n°150 |
| <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 | <input type="checkbox"/> n°124 | <input type="checkbox"/> n°133 | <input type="checkbox"/> n°142 | <input type="checkbox"/> n°151 |
| <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 | <input type="checkbox"/> n°125 | <input type="checkbox"/> n°134 | <input type="checkbox"/> n°143 | <input type="checkbox"/> n°152 |
| <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 | <input type="checkbox"/> n°126 | <input type="checkbox"/> n°135 | <input type="checkbox"/> n°144 | <input type="checkbox"/> n°153 |
| <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 | <input type="checkbox"/> n°127 | <input type="checkbox"/> n°136 | <input type="checkbox"/> n°145 | <input type="checkbox"/> n°154 |
| <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 | <input type="checkbox"/> n°128 | <input type="checkbox"/> n°137 | <input type="checkbox"/> n°146 | <input type="checkbox"/> n°155 |
| <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 | <input type="checkbox"/> n°129 | <input type="checkbox"/> n°138 | <input type="checkbox"/> n°147 | <input type="checkbox"/> n°156 |
| <input type="checkbox"/> n°112 | <input type="checkbox"/> n°121 | <input type="checkbox"/> n°130 | <input type="checkbox"/> n°139 | <input type="checkbox"/> n°148 | <input type="checkbox"/> n°157 |
| <input type="checkbox"/> n°113 | <input type="checkbox"/> n°122 | <input type="checkbox"/> n°131 | <input type="checkbox"/> n°140 | <input type="checkbox"/> n°149 | <input type="checkbox"/> n°158 |

Au prix de :

- 1 numéro 4,50€
- 2 numéros 3,50€ l'unité
- 3 numéros et au-delà 3€ l'unité
- + Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) ... 4€

Soit au total :



Vos coordonnées :

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

TÉL. _____

Règlement

- Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne
LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille

La Banque d'Affaires

Cession, transmission,
acquisition d'entreprises,
et si nous vous aidions à
prendre les bonnes décisions ?

À chaque étape de votre entreprise,
à chaque étape de votre vie,
la Banque d'Affaires est là.

Pour développer votre patrimoine et
offrir à votre entreprise de nouvelles
opportunités de croissance, bénéficiez
d'un écosystème puissant à forte valeur
ajoutée.

Nos chargés d'affaires sont à votre disposition
pour vous présenter notre accompagnement.



la Banque
des Entreprises
& du Dirigeant